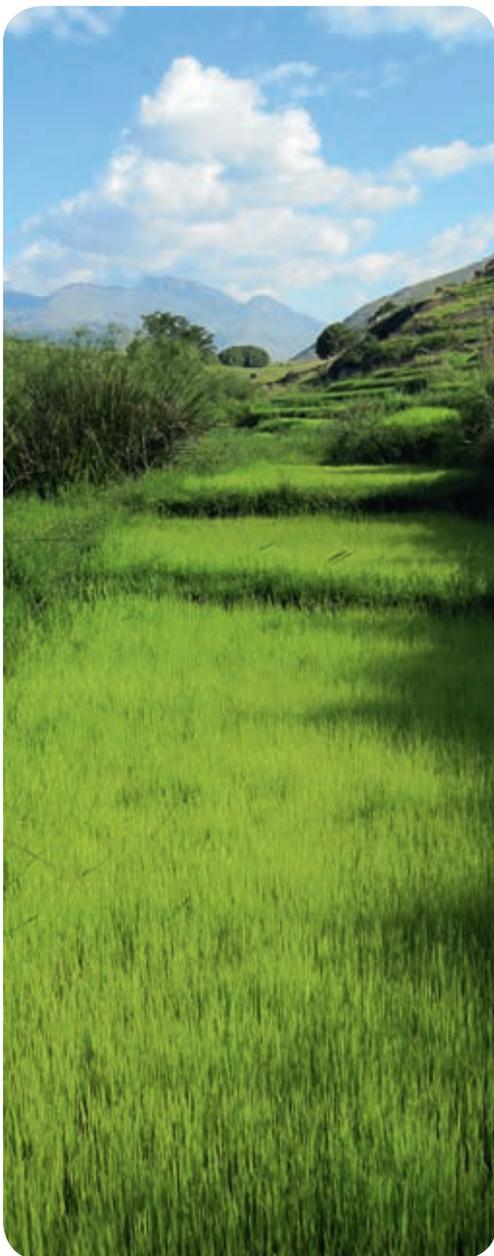


RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013

iram





**1. Éditorial**

**p. 3**

**2. Présentation de l'IRAM**

**p. 4**

**3. Faits marquants en 2013**

**p. 10**

**4. Activités de l'IRAM**

**p. 14**

**5. Tableau de bord 2013**

**p. 58**

**6. Partenaires de l'IRAM**

**p. 66**

L'année 2013 a encore été marquée par de graves tensions socio-politiques dans les régions où l'IRAM exerce une grande part de ses activités. Si la crise malienne s'est apaisée, l'équilibre n'a pas encore été définitivement trouvé; la République centrafricaine s'est embrasée faisant un grand nombre de victimes civiles et amenant de nombreuses personnes à se réfugier dans les pays voisins; le Nord Nigeria a été violemment affecté par les exactions des mouvements extrémistes et par le combat qui oppose ces derniers aux forces gouvernementales; enfin la situation du Maghreb et du Machrek est toujours fortement troublée ce qui n'est pas sans effet sur leurs voisins immédiats et plus globalement sur toute l'Afrique sahélienne. Ainsi, plusieurs pays se sont-ils installés dans des crises durables.

Dans ce contexte mouvant, l'IRAM s'est fortement impliqué dans les réflexions sur le développement en milieu sahélien et ses liens avec la sécurité, notamment pour les zones pastorales. Il a continué sa collaboration avec différents partenaires sur la sortie de crise au Mali. Il s'est aussi associé avec des acteurs humanitaires pour évaluer plus précisément les impacts des actions de prévention et de lutte contre les crises alimentaires dans plusieurs pays du Monde.

Par ailleurs, le rapport du GIEC de 2013 a confirmé les graves conséquences que fait courir le réchauffement climatique aux populations les plus vulnérables. L'IRAM tente de s'inscrire plus résolument dans des partenariats et des actions visant à co-construire avec les acteurs concernés des actions d'adaptation aux changements climatiques.

La nouvelle équipe de direction qui a pris fonction en début d'année 2013 a réaffirmé l'inscription de son programme dans le projet du groupe associatif IRAM 2011-

2016 qui reste fortement ancré dans les enjeux de ce monde en mutation. Les quatre axes de travail sur lesquels nous souhaitons développer prioritairement nos actions ont été confirmés :

- La mise en place de démarches innovantes pour réduire la vulnérabilité aux aléas,
- L'évaluation des politiques publiques,
- Le développement économique des territoires et des filières,
- La formation et l'insertion économique des jeunes.

Le budget du Projet IRAM (B.P.I.) a permis de financer des investissements conséquents pour que des groupes de travail puissent se réunir sur ces différents thèmes. La Journée d'études de juin 2013 sur l'insertion économique des jeunes en est un des résultats.

Il est à noter que malgré un contexte de crise économique sévère, l'IRAM a pu maintenir son équilibre et a fait le choix d'investir dans la préparation de l'avenir, via notamment la formation de son équipe salariée, la construction de partenariats et le renouvellement de ses outils de communication.

Enfin, l'accueil de nouveaux membres à l'Assemblée générale s'est poursuivi en 2013 dans l'objectif d'ouvrir à des personnes issues d'horizons thématiques diversifiés la participation à nos réflexions et travaux.

Inscrit dans une longue histoire, l'IRAM a toujours voulu évoluer et innover. L'année écoulée en est pour nous une nouvelle illustration que nous souhaitons partager avec vous dans cette édition 2013 du rapport d'activités.

Johny Egg, président

Marie-Jo Demante, directrice

Juin 2014

L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM) intervient depuis 1957 dans le champ de la coopération internationale. L'institut cherche à conjuguer une expertise indépendante de haut niveau et un engagement éthique.

### **Orientations et principes d'action**

Composé de deux entités, l'association IRAM et sa filiale IRAM Développement (société de droit commercial), le groupe associatif IRAM est une structure indépendante qui combine : i) une implication concrète dans des opérations de développement au Nord comme au Sud via des projets de long terme et des missions courtes d'expertise, en tant qu'opérateur direct ou structure de conseil ; ii) la production, à partir de ces expériences concrètes, de démarches, méthodes et outils ; iii) l'établissement de partenariats de longue durée avec des organisations du Sud ; iv) la contribution à des actions de plaidoyer à différentes échelles ; v) l'enseignement et la contribution à des initiatives de recherches.

L'IRAM inscrit son action dans le sens de la promotion de sociétés moins inégalitaires, du niveau local à l'échelle internationale et pouvant définir librement leurs propres voies de développement.

Notre travail vise à rechercher et promouvoir, en co-construction avec tous les groupes sociaux concernés, des solutions en faveur d'un développement humain durable et d'une cohésion sociétale renforcée. Ces solutions sont caractérisées en particulier par : i) des bases économiques viables porteuses d'intérêts partagés entre les acteurs d'un territoire donné ; ii) des modalités pérennes d'exploitation des ressources reposant sur une juste répartition des droits (et pratiques) d'accès ; iii) un cadre politique favorable s'appuyant sur une gouvernance transparente et partagée, des institutions — publiques et privées — solides, et une société civile plurielle informée et organisée. Cet engagement amène de fait l'IRAM à positionner prioritairement ses activités en appui aux groupes sociaux les plus vulnérables (petits paysans, femmes, jeunes, pasteurs nomades, etc.) dans les pays du Sud.

La recherche d'une cohérence d'analyse et d'action impose d'articuler nos activités à différentes échelles. Ainsi, nous travaillons à la fois à la consolidation des organisations, des institutions et des politiques aux niveaux local, national et régional ainsi qu'à l'adaptation des politiques de coopération. A partir de ces interventions nous sommes amenés à questionner les dynamiques de mondialisation, porteuses d'échanges et d'interdépendances mais aussi de confrontations et d'accroissement des inégalités. De ce fait, l'engagement de l'IRAM qui, au moment de sa création était centré sur l'appui aux politiques nationales des États du Sud, porte également aujourd'hui sur les modèles de développement au Nord et sur les relations économiques internationales.

Les orientations de notre action sont définies dans notre projet associatif (2011-2016), adopté en 2011 à l'issue d'un processus de rédaction collective impliquant des salariés et des membres associés.

## Enjeux prioritaires

L'IRAM retient quatre enjeux prioritaires pour mener ses actions :

- Réduction de la vulnérabilité face aux aléas ;
- Renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques ;
- Réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs ;
- Formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux.



## Domaines d'intervention

Au regard des enjeux prioritaires retenus dans le projet IRAM, les principaux domaines d'intervention sont :

- Accès à l'énergie
- Changements climatiques
- Développement local et décentralisation
- Élevage et pastoralisme
- Environnement et gestion décentralisée des ressources naturelles
- Filières et marchés
- Formation et insertion des jeunes
- Genre
- Hydraulique villageoise, agricole et pastorale
- Micro et petites entreprises
- Organisations de producteurs et services à l'agriculture
- Politiques agricoles et d'intégration régionale
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Systèmes de financement et microfinance
- Systèmes ruraux d'activités

### Expertise

- Diagnostic, faisabilité et formulation
- Mise en œuvre d’actions de développement
- Conseil et appui méthodologique
- Dispositifs de suivi-évaluation
- Evaluation
- Capitalisation
- Animation de réseaux
- Formation
- Organisation de journées d’études et de séminaires

### Pays d’intervention

En 2013, l’IRAM est principalement intervenu en :

Afrique de l’Ouest (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo).

Afrique Centrale (Cameroun, République Démocratique du Congo, Tchad).

Afrique du Nord (Maroc, Tunisie).

Asie (Cambodge, Chine, Laos, Vietnam).

Afrique de l’Est (Tanzanie).

Afrique Australe (Comores, Madagascar).

Caraïbes (Haïti).

Europe (Grande-Bretagne, Arménie, France)

Les interventions en France et en Grande-Bretagne correspondent essentiellement à des actions de formation.

### Sources de financement

L’IRAM met en œuvre son projet selon deux modalités :

- Prestations de services pour des partenaires techniques et financiers : l’IRAM intervient à la demande d’administrations publiques, d’organisations de la société civile ou d’institutions privées. Selon les cas, ces interventions sont financées par les demandeurs eux-mêmes ou par des agences de coopération bilatérales, des organismes multilatéraux, des collectivités territoriales, des fondations, des O.N.G....
- Définition et mise en œuvre d’actions de développement avec nos partenaires : les financements combinent des ressources propres (affectation d’une partie des résultats d’exploitation, mobilisation d’expertise bénévole) et des fonds alloués par des entités publiques ou privées.

## Équipe IRAM

L'IRAM se compose d'une équipe salariée, en France et dans plusieurs pays du Sud, et de membres de l'association mobilisés sur différents travaux et réflexions.

**L'Assemblée générale** : elle est constituée de membres honoraires, de membres associés et de membres professionnels. Elle regroupe 90 membres adhérents à l'association IRAM.

**Le Conseil d'administration** : Le C.A. est constitué de 5 personnes (3 membres associés et 2 membres professionnels) :

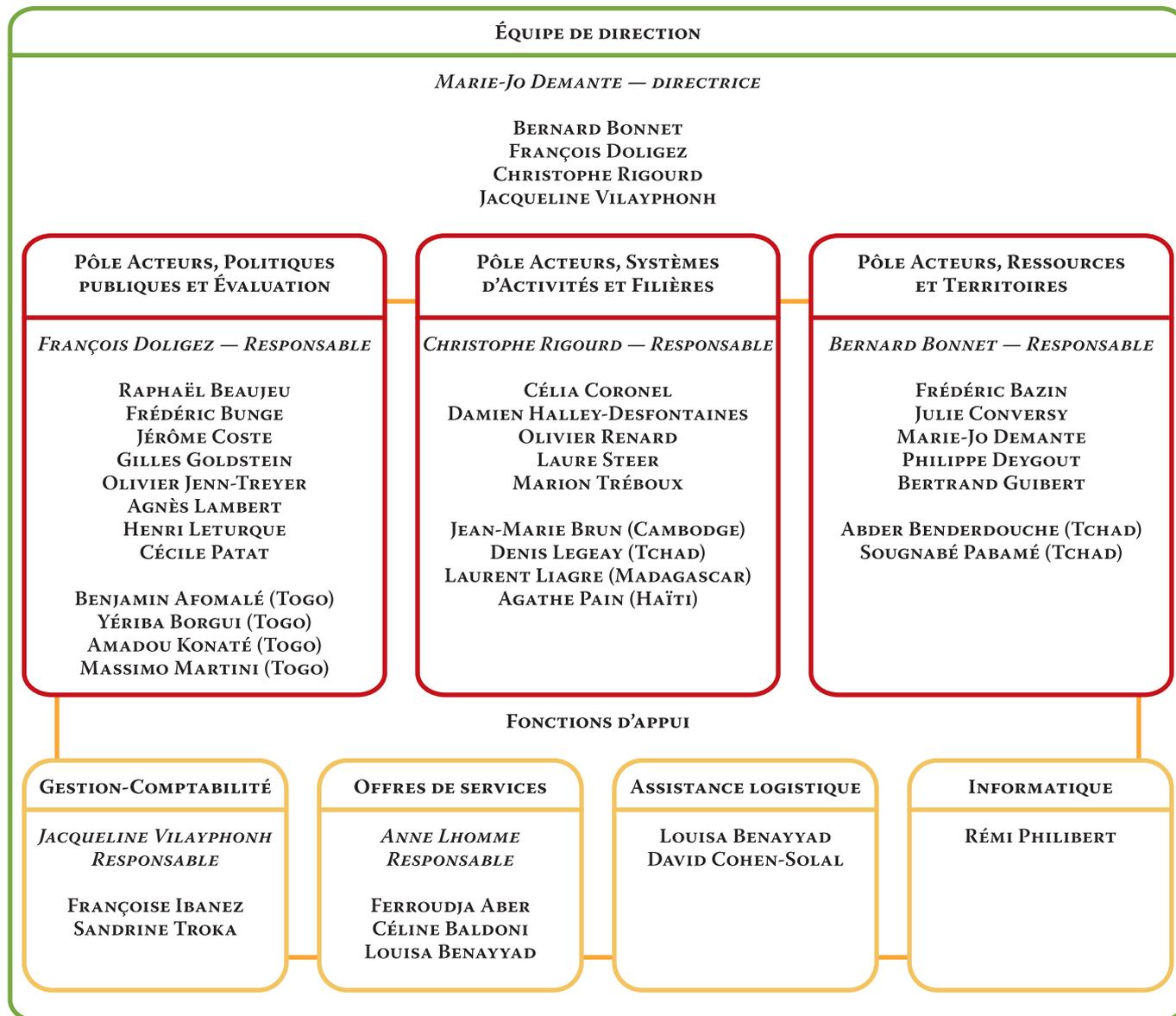
- Président : Johny Egg;
- Trésorier : Étienne Beaudoux;
- Secrétaire : Jean-Jacques Gabas;
- Membres professionnels : Célia Coronel et Gilles Goldstein.

En plus de l'administration de l'association, le C.A. exerce un rôle de vigilance à l'égard des activités opérationnelles, en veillant à ce que celles-ci soient conformes aux orientations du groupe (charte, projet associatif). Le C.A. joue un rôle spécifique dans la gestion du « budget du projet IRAM » (B.P.I.), depuis la définition des actions jusqu'à leur évaluation en passant par une contribution à la mise en œuvre et au suivi.

**L'équipe salariée** est composée, en 2013, de 30 experts techniques (dont 6 résidant à l'étranger) et 9 personnes assurant les fonctions d'appui au siège.

**Le Conseil d'analyse stratégique (CAS)**, créé en 2011, est composé de membres et de proches de l'association IRAM, il permet de renforcer notre capacité d'anticipation et d'analyse des évolutions de l'environnement de l'IRAM, jugées primordiales pour la réalisation de notre projet. En 2013, le C.A.S est composé de : Roger Blein, Imma de Miguel, Marc Dufumier, Benoît Faivre-Dupaigre, Dominique Gentil, Yves Gueymard, André Guichaoua, Pierre Jacquemot, Florence Lasbennes, Bio-Goura Soulé, Bernard Tallet, Marie-Cécile Thirion et Camilla Toulmin.

## Organigramme de l'équipe salariée IRAM 2013





Janvier

15

Animation du débat organisé par l'Inter-Réseaux Développement rural sur « L'usage de la bonification d'intérêt pour les crédits agricoles », Agence française de développement  
[www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/CR\\_GT\\_financement\\_IR\\_bonification.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/CR_GT_financement_IR_bonification.pdf)

Février

Assises du développement et de la solidarité internationale : contributions du Groupe Initiatives  
[www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id\\_actu=67](http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=67)

L'IRAM participe à l'élaboration des contributions du Groupe Initiatives, s'engage à travers un communiqué de presse demandant l'encadrement de la contribution des entreprises au développement, et réagit à la clôture des Assises du développement et de la solidarité internationale : « Non, Monsieur le Président, le développement n'est pas qu'économique ». Bilan des Assises : après quatre mois de concertation de l'ensemble des acteurs du développement, une méthode en net progrès avec l'annonce d'une loi de programmation et de la création d'un espace de concertation permanent entre État et société civile, mais une approche démesurément centrée sur l'économie et des annonces loin d'être à la hauteur de l'ampleur d'un processus qui a rassemblé 600 participants et 12 ministères !

Février

22

Salon international de l'agriculture – Paris

L'IRAM participe au salon en proposant une dégustation de café Ziama-Macenta, et présente l'étude réalisée pour FARM sur « Les organisations de producteurs en Afrique de l'Ouest et du Centre : attentes fortes, dures réalités »

Mars

2

[www.iram-fr.org/pdf-publications/608.pdf](http://www.iram-fr.org/pdf-publications/608.pdf)

Mars

4

Mise en ligne du site de capitalisation du projet ASIRRI

[www.innovations-irrigants.com/projet-asirri/index.html](http://www.innovations-irrigants.com/projet-asirri/index.html)

Le Projet d'appui aux irrigants et aux services aux irrigants (ASIRRI) est une initiative conjointe de partenaires du développement du Nord et du Sud, A.V.S.F., CEDAC, CUDES, CROSE, Faranfasi so, FONHADI, GRET et IRAM.



Avril

15-18

Atelier régional « Développement économique des territoires ruraux » – Douala, Cameroun

[www.pndp.org/seminaire/index.html](http://www.pndp.org/seminaire/index.html)

L'IRAM a appuyé l'A.F.D. et le P.N.D.P. (Partenariat national pour le développement participatif, Cameroun) pour la préparation (structuration du contenu, animation et restitutions) de cet atelier régional, qui a rassemblé plus de 90 personnes, dont 11 délégations pays (Bénin, Burkina, Cameroun, R.C.A., Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo).

Mai  
22

Mise en ligne du blog « Développement Mali »

[www.mali-iram.blogspot.fr](http://www.mali-iram.blogspot.fr)

Face à l'urgence de la situation au Mali, il est important de définir un chemin pour poser les bases d'une paix et d'un développement durables. Ce blog a pour objet d'avancer des pistes de réflexion dans ce sens.



Mai  
27-29

Colloque régional de N'Djaména « Élevage pastoral : une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens »

[www.pasto-secu-ndjamena.org/index.php](http://www.pasto-secu-ndjamena.org/index.php)

L'IRAM a organisé ce colloque et y a présenté 4 contributions. L'ensemble des documents produits dans le cadre de ce colloque (déclaration de N'Djaména, présentation et textes des intervenants, documents préparatoires, synthèses des ateliers, discours et photos) sont disponibles sur le site dédié.



Mai  
31

Mise en ligne du site de capitalisation du Projet d'appui à la filière bovine au Tchad (PAFIB)

[www.filiere-bovine-tchad.com/index.php](http://www.filiere-bovine-tchad.com/index.php)

Le Projet d'appui à la filière bovine a accompagné les acteurs de la filière bovine de 2009 à 2013. Il visait à augmenter, de façon durable, la valeur et les volumes des produits issus de la filière, tant au niveau du bétail vendu sur pied que des produits de transformation (viande, peaux et cuir). Vous retrouvez sur ce site la présentation du projet, la stratégie d'intervention, les démarches de renforcement des capacités, les rapports d'activités, une bibliothèque virtuelle, une galerie photos et le document final de capitalisation du projet.



Juin  
27

Journée d'études IRAM « L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique. Contraintes et perspectives » – Paris

La journée d'études, qui a réuni plus de 120 participants, a tenté d'apporter une réponse structurée aux préoccupations et besoins des jeunes ruraux tout en prenant en compte les réalités actuelles de ce milieu et leurs évolutions : pressions foncières accrues, vulnérabilité au changement climatique, difficultés de plusieurs grandes cultures de rente, etc. Le compte-rendu et les vidéos de la journée sont disponibles sur le site internet de l'IRAM : [www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id\\_actu=71&adm=o](http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=71&adm=o)



Juin  
28

Assemblée générale de l'association IRAM – Paris

Juin

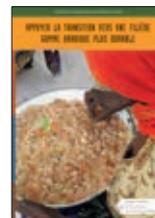
Projet d'appui à la mise en place des indications géographiques (PAMPIG) – Guinée  
Appui de l'association IRAM à l'Association interprofessionnelle de défense de l'I.G. Ziama-Macenta (ADECAM), Guinée, pour l'exportation d'un conteneur de café vert de qualité à la Maison Jobin (France).

Septembre

Publication de la capitalisation du Projet d'appui à la filière « gomme arabique » au Tchad (PAFGA)

[www.iram-fr.org/pdf-publications/628.pdf](http://www.iram-fr.org/pdf-publications/628.pdf)

Ce document de capitalisation a pour objectif de présenter les principaux enseignements du PAFGA aux acteurs du développement de la filière gomme arabique au Tchad, institutions tchadiennes, bailleurs, futurs maîtres d'œuvre de projets : quelles réflexions ont guidé le projet, quelles actions ont été menées, avec quels résultats, quels effets concrets, quelles principales leçons ont-elles été tirées du projet ?



Octobre  
21-23

Journée d'études du Groupe Initiatives « Les partenariats au cœur des enjeux de territoire » – Ouagadougou.

L'IRAM était représenté aux côtés du RAIL, pour présenter l'expérience du groupement IRAM-RAIL-CIE-DEL dans le cadre du programme de coopération décentralisée Picardie – Konni-Madaoua (Niger). Ces journées d'études du G.I. s'inscrivent dans le cadre du programme de capitalisation mené par le Groupe Initiatives depuis 2011, sur financement A.F.D. : « Renforcer les praticiens associatifs du développement, par le partage des savoirs et des méthodes ».

Novembre  
21-23

4<sup>e</sup> conférence biocarburants-bioénergies : quel bilan et quelles voies d'avenir pour les biocarburants et les bioénergies en Afrique ? – Ouagadougou

[www.2ie-edu.org/recherche/conferences-internationales/#conference-biocarburants-bio-energies](http://www.2ie-edu.org/recherche/conferences-internationales/#conference-biocarburants-bio-energies)

L'IRAM a animé une table ronde sur la construction de la rentabilité des filières jatropha en Afrique de l'Ouest lors de cette conférence internationale organisée par le CIRAD et le 2IE.

Novembre  
21

Réunion du Conseil d'analyse stratégique (CAS) de l'IRAM – Paris.

À l'initiative du C.A., le Conseil d'analyse stratégique a engagé une réflexion sur l'avenir du métier d'expert dans le champ de la coopération.

**Novembre**  
**25**

Mise en ligne du nouveau site de la plateforme

[www.plateforme-pastorale-tchad.org/](http://www.plateforme-pastorale-tchad.org/)

L'IRAM assure l'assistance technique à la plateforme pastorale, qui constitue un cadre de concertation ouvert, réunissant les organisations des acteurs du développement pastoral, centré sur l'amélioration des politiques de développement du monde rural, au plan national, sous régional et international.



**Décembre**

Inauguration du centre de collecte de lait de Kollo, Niger (Projet Nariindu)

Prix de l'innovation pour l'indication géographique « Café Ziama-Macenta »

La Maison guinéenne de l'entrepreneur (M.G.E.) a été primée au « Forum Afrique 2013 : 100 innovations pour un développement durable », qui s'est déroulé simultanément au Sommet de l'Élysée sur la paix et sécurité en Afrique. Ce prix a récompensé la M.G.E. pour l'innovation institutionnelle développée avec l'IRAM et l'IRAG, consistant à favoriser l'émergence d'une indication géographique en Afrique de l'Ouest, en privilégiant un appui fort aux groupements de producteurs, et aux autres acteurs de la filière et du territoire.

[www.youtube.com/watch?v=OjeXbexRihs](http://www.youtube.com/watch?v=OjeXbexRihs)



**Décembre**  
**17-19**

Réunion annuelle des salariés – Sommières

Cette année, la réunion a permis des débats techniques (filières courtes agro-carburant, agro-écologie et soutien aux intrants, projet riz au Cambodge...) et des échanges sur la politique de communication, l'avenir du métier d'expert...

Cette présentation de nos activités 2012 n'est pas exhaustive. Elle s'articule autour des enjeux prioritaires du projet IRAM 2011-2016.



**Réduction de la vulnérabilité face aux aléas** p. 15



**Renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques** p. 25



**Réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs** p. 35



**Formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux** p. 53

Depuis toujours, l'activité agricole est fortement marquée par la nécessaire gestion des aléas climatiques, économiques, sociaux et politiques. Mais aujourd'hui, dans les pays en développement, sous les effets combinés de la pression anthropique sur les ressources naturelles, de l'intégration croissante des exploitations agricoles aux marchés et des changements climatiques, les paysans et les pasteurs sont confrontés à des aléas dont l'ampleur et la fréquence auraient tendance à s'accroître. Dans un contexte de profonde transformation des systèmes d'activités, qui réduit la résilience des ménages, ces aléas fragilisent en premier lieu les catégories sociales et les individus les plus démunis. La prise en compte de ces aléas ne date pas d'hier, mais alors que les politiques de développement étaient jusque récemment centrées sur des objectifs de croissance, le souci de mieux y intégrer des volets de gestion et prévention des risques gagne progressivement du terrain ces dernières

années. L'IRAM partage cette préoccupation réaffirmée pour la résilience et la durabilité des systèmes d'activités.

La prise en compte des risques est au cœur d'un grand nombre de nos travaux, tant dans les domaines de la gestion de ressources naturelles, de la sécurisation des systèmes pastoraux, de la structuration des filières ou encore des politiques de sécurité alimentaire. Tout en étant conscient que la vulnérabilité est une notion dynamique dont la définition varie selon les disciplines et les conditions locales où elle est appliquée, l'IRAM considère que la réduction de la vulnérabilité des acteurs les plus touchés par ces aléas constitue aujourd'hui un enjeu de taille, à la fois dans les sociétés du Sud et à l'échelle mondiale. En 2013, notre action dans ce domaine a en particulier couvert l'appui à la sécurisation des systèmes pastoraux et à la sécurité alimentaire.



Dans les régions semi-arides, notamment au Sahel, la mobilité constitue le pilier central des systèmes pastoraux, autant du point de vue écologique, qu'économique et social. Cependant, elle se heurte à des contraintes de plus en plus fortes qui viennent perturber l'organisation de la mobilité et mettre en péril la viabilité sociale, économique et environnementale des systèmes pastoraux. Les principales contraintes sont l'extension des cultures dans les zones pastorales, la remise en cause des droits d'accès aux ressources pastorales communes et le non-respect de l'application des textes qui régissent les droits des pasteurs dans plusieurs pays. Avec la montée de nombreuses situations d'accès inéquitable aux ressources pastorales, les conflits sont de plus en plus fréquents alors que la sédentarisation de l'élevage dans les zones sahéniennes conduit à une baisse de productivité de l'élevage, à une dégradation des écosystèmes, et à une déstructuration des sociétés pastorales. Pour traiter ces questions essentielles, les

travaux de l'IRAM dans le domaine de la sécurisation des systèmes pastoraux sont engagés depuis une quinzaine d'années et associent des interventions spécifiques en hydraulique pastorale et des actions concernant l'accès des troupeaux aux parcours.

Avec l'insécurité croissante des espaces saharo-sahariens, en particulier avec le conflit du Nord Mali et les troubles du Nord Nigeria, l'année 2013 est marquée par une prise de conscience croissante des décideurs du caractère crucial de l'élevage pastoral dans le soutien à l'économie des zones pastorales, plus largement pour sa contribution au développement et à la sécurité au Sahel. 2013 a ainsi été dominée par des grandes rencontres régionales consacrées à la définition de politiques publiques de développement pastoral (Déclaration ministérielle de N'Djaména en mai 2013 et déclaration de Nouakchott en octobre 2013).

### Projets de développement

**Assistance technique à la Direction de l'organisation pastorale et de la sécurisation des systèmes pastoraux (D.O.P.S.S.P.).** Tchad. 2012-2014. Maîtrise d'ouvrage : ministère du Développement pastoral et des Productions animales (Tchad). Financement A.F.D. (France). Montant global du projet : 300 k€.

La plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad est issue des conclusions du colloque national sur le pastoralisme organisé en mars 2011 à N'Djaména. Un comité dénommé « Comité chargé du suivi des recommandations du colloque national sur pastoralisme au Tchad (C.C.S.R.C.N.P.T.) » a été créé pour faciliter la mise

en œuvre de ces recommandations et intégrer plus largement les problématiques relatives au développement pastoral. Le C.C.S.R.C.N.P.T. a été érigé en plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad. La plateforme pastorale constitue un cadre de concertation ouvert, réunissant les organisations des acteurs du développement pastoral, centré sur l'amélioration des politiques de développement du monde rural, au plan national, sous régional et international. Son secrétariat est assuré par des membres du ministère du Développement pastoral et des productions animales (maître d'ouvrage), le ministère de l'Hydraulique pastorale, l'Institut de recherche pour l'élevage et le développement, le collectif des organisations professionnelles

des éleveurs, l'A.F.D.

Outre la concertation inter-acteurs, la plateforme a conduit, avec l'appui de l'IRAM, deux études prospectives mettant en débat les questions de changement climatique et élevage pastoral et celle du financement pérenne de l'entretien des ouvrages d'hydraulique pastorale au Tchad. Elle a aussi été un des acteurs clef de la préparation du colloque régional « élevage pastoral : une contribution durable à la sécurité des espaces saharo-sahéliens » des 27, 28 et 29 mai 2013.

Les informations sur la plateforme pastorale du Tchad sont disponibles via le site internet : [www.plateforme-pastorale-tchad.org](http://www.plateforme-pastorale-tchad.org)

**Deuxième phase du projet d'hydraulique pastorale au Tchad central.** Tchad. 2011-2014. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources halieutiques (Tchad). Financement : A.F.D. (France). Montant global du projet : 2 640 k€. Partenaire : ANTEA (France).

Le programme vise à améliorer les conditions de l'élevage transhumant par la réalisation et la réhabilitation

d'ouvrages d'hydraulique pastorale, le balisage de pistes de transhumance dans les zones de conflits potentiels entre éleveurs transhumants et sédentaires, ainsi que l'appui à l'organisation des groupes d'usagers pour la gestion concertée des ressources pastorales et hydrauliques. Au sein du groupement ANTEA-IRAM, maître d'œuvre du programme, l'IRAM intervient au travers d'une assistance technique impliquée dans la programmation concertée des investissements, la prévention de conflits, l'accompagnement méthodologique, le suivi évaluation et la capitalisation progressive des connaissances et des savoirs.

Les activités d'appui à la gestion des ressources pastorales ont abouti à la concrétisation des travaux visant l'organisation de la gestion de ces ouvrages sur la base d'accords sociaux inspirés des pratiques de gestion traditionnelles. L'efficacité et la viabilité de ces pratiques ont été reconnues lors de l'évaluation rétrospective de 20 ans d'hydraulique pastorale au Tchad commanditée par l'Agence française de développement et réalisée en 2013 par l'*International Institute for Environment and Development* (I.I.E.D., Londres).

## Appui-Conseil – Évaluation

**Appui à la mise en place d'un dispositif de veille informative pour le Réseau Billital Maroobé Niger.** Juin 2013. Financement : R.B.M. (Niger).

Cet appui avait pour objectif d'aider les membres du Réseau Bilital Maroobé – Réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs de l'Afrique (R.B.M.) à définir précisément le contenu, l'organisation et les modalités de mise en œuvre d'un système de veille informative, permettant une remontée d'information et d'alertes face aux menaces de

nature climatiques, politiques, économiques sur les systèmes pastoraux au Sahel. L'objectif de ce dispositif était qu'il soit facilement utilisable par les membres de R.B.M., qui assurent eux-mêmes un suivi proactif de la situation et des menaces vécues par les familles de pasteurs, pour alerter les pouvoirs publics et déclencher des actions efficaces réduisant les pressions sur les groupes cibles, en renforçant les accords sociaux et la viabilité économique.

**Évaluation du Programme d'appui au secteur de l'élevage (PASEL phase 6).** Niger. Juillet 2013. Financement : D.D.C. (Suisse).

L'objectif de cette étude a été d'accompagner l'équipe devant effectuer l'auto évaluation avec et par les bénéficiaires du programme de l'ensemble de la phase 6 du programme, mise en œuvre par V.S.F. Belgique. Il était attendu de ce travail la mise en évidence des acquis et enseignements et des bonnes ou mauvaises pratiques enregistrées. Il s'agissait également de formuler des éléments prospectifs visant à considérer les acquis tangibles pour de futures interventions et des recommandations pour améliorer les stratégies et pratiques. L'auto évaluation a

concerné les trois objectifs spécifiques suivants : (i) la sécurisation pastorale, (ii) l'accompagnement de la planification régionale et l'élaboration concertée de schémas d'aménagements fonciers, (iii) l'appui à la mise en œuvre d'innovations visant l'intensification de l'élevage.

Les recommandations ont été formulées autour des 4 domaines : (i) une meilleure responsabilisation des structures décentralisées, (ii) des mesures d'adaptation des exploitations familiales, (iii) l'appui à l'initiative privée et collective, (iv) l'approfondissement du débat sur les schémas d'aménagements et la conception d'actions facilitant les passages de la frontière pour les transhumants (plaidoyer, concertations, etc.).

## Publications

Marty, A. *L'élevage pastoral : un atout durable pour le développement et la sécurité des zones saharo-sahéliennes. Le rôle crucial des politiques publiques.* In Actes du colloque « L'élevage pastoral : une contribution durable à la sécurité des espaces saharo-sahéliens ». Mai 2013. [www.pasto-secu-ndjamena.org](http://www.pasto-secu-ndjamena.org)

Bonnet, B., Guibert, B. *Analyses des trajectoires des familles de pasteurs en lien avec les crises pastorales* (travaux programme de recherche ECLIS Élevage Climat et Société Sénégal-Mali-Niger-Bénin). Mai 2013. [www.pasto-secu-ndjamena.org](http://www.pasto-secu-ndjamena.org)

Djimadoum, D., Bénard, C. (appui). *Expériences de démarches et politiques de prévention des conflits liés au pastoralisme.* Volet A.G.R.P., projet Almy Al Afia II, Mongo. Mai 2013. [www.pasto-secu-ndjamena.org](http://www.pasto-secu-ndjamena.org)

Bonnet, B. *Les expériences de sécurisation foncière – aménagement communal – hydraulique pastorale : comment renforcer la résilience des sociétés pastorales et la sécurité en sécurisant la mobilité pastorale ?* Mai 2013. [www.pasto-secu-ndjamena.org](http://www.pasto-secu-ndjamena.org)

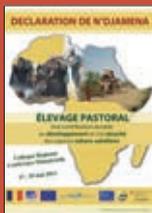
Blamah, J. (R.B.M.), Bonnet, B. (IRAM). *Soutenir et renforcer la résilience de l'élevage pastoral.* In *Grain de sel* n°59-62. Octobre 2013, p. 30-31. [www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/59-62-quelles-politiques-pour-les/article/soutenir-et-renforcer-la](http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/59-62-quelles-politiques-pour-les/article/soutenir-et-renforcer-la)

## Capitalisation-Recherche

### Zoom

Organisation du colloque régional de N'Djaména. Tchad. 27 au 29 mai 2013. Financement : A.F.D. (France), F.I.D.A., U.E., C.S.A.O.

La plateforme accompagnée par l'IRAM a été largement mobilisée pour l'organisation de cette rencontre régionale qui a réuni 237 participants provenant de 17 pays des espaces saharo-sahéliens : Mauritanie, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin, Niger, Nigeria, Tchad, Soudan, Egypte, Algérie, Kenya, Inde, France, Grande Bretagne, Belgique... Le colloque a réuni les organisations pastorales régionales et nationales R.B.M., APES, CRUS, CONFIFET, ainsi que les principales organisations gouvernementales à l'échelle régionale : CILSS, UEMOA et CEDEAO.



Les débats organisés sur trois jours ont intégré une quarantaine d'interventions d'experts, mais aussi d'acteurs impliqués dans ces questions de pastoralisme et sécurité des espaces saharo-sahéliens.

Des échanges fructueux ont eu lieu et ont abouti à des

recommandations utiles pour l'amélioration des politiques publiques dans les domaines de la gouvernance et de la sécurité, du renforcement de la résilience des sociétés pastorales et de l'amélioration de la viabilité économique et sociale de l'élevage pastoral.

### La conférence ministérielle et la déclaration de N'Djaména, 29 mai 2013

Les travaux du colloque ont nourri une conférence des ministres de l'élevage de la région qui a élaboré la déclaration de N'Djaména. Cette déclaration, présentée et remise au Premier ministre tchadien a été relayée largement par la presse et par les réseaux professionnels et associatifs.

La publication des actes du colloque a été appuyée par l'IRAM. Les différents travaux du colloque, notamment la déclaration de N'Djaména, les discours d'ouverture et de clôture, les différentes interventions, etc. sont consultables à l'adresse suivante :

[www.pasto-secu-ndjamena.org](http://www.pasto-secu-ndjamena.org)



Le dénominateur commun des interventions de l'IRAM s'inscrivant dans une perspective de réduction de la vulnérabilité alimentaire est de chercher à faire évoluer l'environnement social, juridique, organisationnel, institutionnel et politique prévalant ainsi que les mécanismes de gouvernance. Ainsi, l'IRAM travaille, pour l'essentiel, au renforcement des structures nationales ou régionales (institutions publiques, organisations socio-professionnelles, institutions de microfinance, etc.) afin d'améliorer les services rendus par celles-ci mais aussi de favoriser la définition et la mise en œuvre de « règles du jeu » adaptées (lois, stratégies, mécanismes de concertation, etc.). En effet, nous considérons qu'a priori, plus une société est inclusive et a une gouvernance partagée (c'est-à-dire te-

nant compte des intérêts des plus vulnérables), plus elle a de chances de mettre en place des solutions équitables et durables répondant aux différents types d'aléas et changements auxquels elle est confrontée. Même si nous réalisons finalement peu de diagnostics approfondis à l'échelle des ménages, nous cherchons néanmoins à appréhender des indicateurs de différenciation des groupes sociaux en termes d'implication dans les processus de gouvernance et d'accès aux ressources. En 2013, l'IRAM a traduit ces orientations via différents travaux : conduite de projet, formulation, évaluation ou accompagnement de projets et de politiques de développement, essentiellement dans le domaine de la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

### Projets de développement

#### Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO).

Afrique de l'Ouest. 2013-2016. Maîtrise d'ouvrage : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Afrique de l'Ouest). Financement : A.F.D. (France). Montant global du projet : 1 500 k€. Partenaires : Bureau Issala (France), AEDES (Belgique), LARES (Bénin).

Ce programme vise à appuyer la CEDEAO et les pays membres à améliorer la pertinence et l'efficacité des politiques de réduction de l'insécurité alimentaire. Le groupement IRAM-AEDES-Issala-LARES fournit le personnel de la cellule de coordination, basée à Lomé (un assistant technique international et trois assistants techniques régionaux), ainsi que des experts court termes, mobilisables à la demande. En 2013, les activités ont principalement

porté sur : (i) la mise en place de la cellule de coordination et la définition des modalités de fonctionnement du programme dans un contexte institutionnel en évolution (création de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation – ARAA), (ii) la préparation de plusieurs études concernant : la réserve régionale de sécurité alimentaire, le stockage par les O.P., l'amélioration des instruments commerciaux aux frontières et, enfin, les filets sociaux, (iii) la préparation des appels à propositions qui seront lancés en 2014 dans le cadre du guichet « opérations innovantes pour la sécurité alimentaire », (iv) le suivi des activités menées par le CILSS, en charge de la composante « systèmes d'information » du programme, (v) la préparation de deux notes sur la place des produits agricoles dans le tarif extérieur commun (TEC) CEDEAO et dans la négociation A.P.E.

**Appui à l'ordonnateur national du FED en appui à la gestion et au suivi des projets O.N.G.** Mali. 2011-2014. Maîtrise d'ouvrage : Cellule de l'ordonnateur national du FED (Mali). Financement : U.E. Montant global du projet : 600 k€. Partenaire : AEDES (Belgique).

Au Mali, l'IRAM, en partenariat avec AEDES, appuie les services de l'ordonnateur national dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi des actions en matière de sécurité alimentaire financées par l'U.E.

Cet appui, qui comprend notamment la mise à disposi-

tion d'un assistant technique, vise à renforcer les acteurs publics et à mettre en place un cadre d'échange entre les différents acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire (en autres les O.N.G.). L'IRAM intervient en particulier en accompagnement d'un processus de capitalisation valorisant les savoir-faire de ces acteurs. Depuis 2013 la capitalisation porte sur les modalités de mise en œuvre des enquêtes de diversification alimentaire et nutritionnelle dans le cadre d'un système harmonisé entre O.N.G. de suivi évaluation en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## Appui-Conseil – Évaluation

**Contrat-cadre évaluations Programme alimentaire mondial (PAM).** Monde. 2013-2015. Financement : PAM. Partenaires : Groupe U.R.D. (France), AEDES (Belgique), Bureau Issala (France).

Le consortium IRAM-AEDES-Issala-Groupe U.R.D. a été sélectionné comme partenaire pour gérer une partie du portefeuille d'opérations de « single opérations » du PAM. Il s'agit non seulement de former des équipes d'experts, mais aussi de gérer l'ensemble du processus d'évaluation : interface entre les acteurs concernés ; information des équipes sur les normes du PAM en termes de processus d'évaluation ; appui à l'équipe tout au long du processus ; contrôle qualité ; etc.

Fin 2013 et début 2014, le consortium a mis en œuvre 3 évaluations à Madagascar, au Tchad et au Burkina Faso. Il conduira 4 à 5 évaluations par an en 2014 et en 2015.

**Évaluation institutionnelle du bureau régional d'Action contre la faim (A.C.F.).** Afrique de l'Ouest. Février-mars 2013. Financement : A.C.F. international.

Depuis 2008, le réseau A.C.F. international a ouvert un bureau régional en Afrique de l'Ouest, basé à Dakar. Plusieurs fonctions lui sont déléguées : développement stratégique, plaidoyer, recherche de financement, amélioration de la cohérence et de la qualité des programmes, gouvernance et gestion de programmes régionaux. L'évaluation s'est articulée autour de ces fonctions, elle avait pour objectifs : (i) d'évaluer la valeur ajoutée d'un bureau régional pour A.C.F. en Afrique de l'Ouest, (ii) de passer en revue les expériences positives et négatives liées au bureau régional, et (iii) de fournir des recommandations stratégiques pour l'avenir du bureau régional.

L'étude a permis d'évaluer les forces et les faiblesses de ce nouveau dispositif, et d'alimenter la réflexion du réseau A.C.F. sur l'ouverture de nouveaux bureaux régionaux (Asie, Afrique de l'Est).

**Bilan des systèmes d'alerte précoce.** Afrique de l'Ouest. Novembre-décembre 2013. Financement : *Save the Children*-U.K.

Dans le cadre du projet *Household Economy Approach*

Sahel (H.E.A. Sahel) mis en œuvre par S.C.-U.K. et ses partenaires, l'IRAM a mené un travail de revue des *Early Warning and Response Systems* (E.W.R.S.) visant à identifier les besoins en renforcement de capacités de ces dispositifs, ainsi qu'à recenser les initiatives existantes visant à répondre à ces besoins. Cette étude s'est basée sur une revue de la littérature complétée par des entretiens avec des personnes clés impliquées dans le projet, des responsables de systèmes d'information et d'organisations utilisatrices des informations d'alerte (administrations nationales et régionales, agences bilatérales et internationales de coopération).

**Capitalisation des actions de la S.N.V. en lien avec la sécurité alimentaire et la résilience.** Niger. Octobre-décembre 2013. Financement : S.N.V. (Pays-Bas).

La *Netherlands Development Organisation* (S.N.V.) intervient depuis de nombreuses années sur le secteur rural au Niger. Depuis le début des années 2000, les actions de la S.N.V. se concentrent sur les filières à fort enjeu alimentaire : la filière bétail, les filières lait de vache et lait de chamelles, la filière niébé et la filière oignon.

L'IRAM a accompagné la S.N.V. et ses conseillers agricoles dans la capitalisation de ses expériences, pour mettre en évidence ses contributions à l'amélioration de la sécurité alimentaire et la résilience des agriculteurs et éleveurs au Niger. La capitalisation a également porté sur les leçons tirées des expériences et les bonnes pratiques identifiées par les conseillers. Cet accompagnement donnera lieu à une publication appuyée par l'IRAM.

## Publications

Blein, R., Coste, J., Leturque, H. *Ambitions et limites de la notion de résilience pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle : enseignements tirés d'Afrique de l'Ouest.* In *Fragilité et résiliences*, ministère des Affaires étrangères (coord.), Karthala, Paris, 2014, 492 p.

Leturque, H. *Dispositifs de filets de sécurité sociaux en Afrique de l'Ouest : soutenir l'émergence de dispositifs nationaux préventifs.* Note thématique n°7, IRAM, 2013. 4 p.



Leturque, H., Jarno, N., Jolly, Y. *Vers des filets sociaux « prévisibles » en Afrique de l'Ouest ?* Revue *Grain de sel* n°59, Inter-réseaux, 2013. 3 p.

Beaujeu, R., Coste, J., (coordination). *Les stocks alimentaires et la régulation de la volatilité des marchés en Afrique.* À *Savoir* n°23, A.F.D.-FARM, novembre 2013. 210 p.

Beaujeu, R., Coste, J., (coordination). *Les stocks publics de produits alimentaires en Afrique.* *Question de développement* n°4, A.F.D., novembre 2013. 4 p.





Lambert, A., Seydou, I. *Capitaliser sur la mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle : partage d'expériences issues de projets O.N.G. co-financés par l'Union européenne au Mali*. République du Mali, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Délégation de l'Union européenne en République du Mali, mai 2013.

## Formation

Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), Master 2 « Développement durable », Clermont-Ferrand.

Conception et animation d'un module de formation : introduction à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, gestion de la volatilité des prix, les dispositifs de filets de sécurité.

Encadrement d'un stage de fin d'études d'une étudiante en Master 2 « Analyse de projets et développement durable », université de Rennes 1.

*Lutte contre la malnutrition infantile-juvénile : projet humanitaire ou projet de développement ? Le cas de l'initiative de l'O.N.G. Progettomondo MLAL dans la région des Cascades au Burkina Faso*, octobre 2013, 109 p.

Encadrement d'un stage de fin d'études d'un étudiant en Master 2 « Gestion de projets de développement », CERDI.

*Mise en place d'un instrument de financement d'opérations innovantes dans le domaine de la sécurité alimentaire*, stage effectué dans le cadre du PASANAO (voir supra pour la description du projet).

## Adaptation des systèmes d'activité ruraux aux changements climatiques

Depuis quelques dizaines d'années, les analyses macro écologiques mettent en évidence des changements climatiques d'ampleur planétaire, jamais connus de mémoire humaine. Des cartographies de plus en plus fines de risques modulées en fonction des hypothèses ont été dressées. Les conférences internationales, fortes des conclusions du groupe d'experts sur le changement climatique (GIEC), ont suscité un débat sur les voies et moyens pour réduire la part du changement lié aux activités humaines, directes ou indirectes.

Les défis auxquels les sociétés pastorales et agricoles devront faire face doivent être remis dans le contexte des évolutions socio-économiques et environnementales en cours et ne se posent pas de la même façon dans les différentes zones climatiques et pour les différents systèmes d'élevage et d'agriculture. Les capacités d'adaptation spontanée des écosystèmes et des sociétés pastorales et agricoles aux aléas climatiques sont importantes, mais pas suffisantes pour répondre à l'ampleur du défi du changement climatique. Il est donc nécessaire et légitime que les pouvoirs publics interviennent au travers de politiques et de projets visant à favoriser l'adaptation au changement climatique.

Face à ce défi planétaire, de nombreux mécanismes de financement basés sur la finance carbone, ou les fonds d'adaptation au changement climatique, ont été imaginés. Ils ont déjà été activés ces dernières années, sous l'égide des Nations unies et de certaines coopérations multilatérales. Aucun de ces fonds n'a pour l'instant bénéficié à des initiatives d'atténuation ou d'adaptation dans le secteur de l'élevage pastoral au Sahel.

Dans ce contexte, l'IRAM a mené une étude prospective sur « Pastoralisme et changements climatiques » au Tchad (février à mai 2013, sur financement de l'A.F.D.).

Cette étude a analysé les observations enregistrées au niveau national et régional sur le régime climatique et les a mis en relation avec les différents scénarii de projection climatique. Elle a approfondi les interactions entre systèmes d'élevage et changement climatique (principaux postes d'émission, principales caractéristiques de résilience). Elle a ensuite procédé à un diagnostic des politiques et actions en cours ou prévues au niveau national ou sous-régional dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique. Elle a enfin identifié les interventions possibles en lien avec les mécanismes de financement existants pour une action « pastoralisme et changement climatique ». L'étude a conclu par une série de recommandations concernant l'adaptation du secteur aux changements climatiques. Enfin, elle fait le bilan des financements climat disponible, aussi bien pour l'adaptation que pour l'atténuation, et analyse ceux auxquels le secteur de l'élevage pourrait avoir accès.

Différentes notes thématiques ont été présentées et débattues lors d'un atelier organisé le 2 mai à N'Djaména sous l'égide du ministère de l'Environnement.



Depuis une dizaine d'années, à partir d'un bilan très mitigé des politiques d'ajustement structurel, il existe un relatif consensus sur la nécessité de définir, au cas par cas, le meilleur agencement possible entre le marché, l'intervention publique et l'action collective. Les crises financières et alimentaires de la fin des années 2000, loin d'être terminées, rendent le débat et la recherche de solutions concrètes de plus en plus nécessaires et urgentes: les carences de la gouvernance néolibérale du capitalisme financier sont de plus en plus criantes; les exigences citoyennes vis-à-vis de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises multinationales s'intensifient; dans le secteur agricole, les asymétries croissantes du financement des « chaînes de valeur » et la progression de l'agriculture contractuelle (qui transfère l'essentiel des risques aux exploitations agricoles)

suscitent des craintes croissantes.

Dans ce contexte, un enjeu particulièrement important réside dans le renforcement des capacités des organisations locales et nationales (fédérations d'organisations paysannes, associations professionnelles dans le secteur de la microfinance, réseaux d'organisations de la société civile) à intervenir efficacement dans la formulation, le suivi, l'évaluation et, dans certains cas la mise en œuvre, des politiques publiques. L'IRAM entend contribuer à une meilleure prise en compte de cet enjeu en participant au renforcement des capacités d'analyse et d'intervention de ces acteurs, dans le cadre de relations de partenariat permettant une réelle mise en débat des convictions de chaque partie.



## Contribution des organisations professionnelles aux politiques agricoles et alimentaires

Dans ce cadre, l'IRAM intervient, en amont de la définition de politiques agricoles et alimentaires, nationales et régionales, dans le renforcement des capacités des organisations professionnelles. L'objectif est que ces acteurs

soient préparés à élaborer des propositions, à conduire des négociations, à s'impliquer dans les processus de concertation et de mise en œuvre de ces politiques.

### Appui-Conseil – Évaluation

**Appui à la préparation du Programme régional d'investissement pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN) de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (C.E.E.A.C.).**

Afrique centrale. Février-décembre 2013. Financement : Banque mondiale (via Hub Rural). Partenaires : Bureau Issala (France), LARES (Bénin).

Cet appui poursuivait deux objectifs : (i) faciliter l'émergence d'un consensus politique sur les priorités en matière d'investissements dans le domaine du soutien à l'agriculture et en rédiger les contours sous forme d'un Pacte régional, (ii) accompagner le développement et la formulation d'un programme Régional d'investissement, en cohérence avec les orientations politiques ayant émergé.

Pour atteindre ces objectifs, l'IRAM et ses partenaires ont réalisé cet appui en deux étapes. La première à consister à identifier les priorités régionales d'investissement à travers l'élaboration de fiches sous sectorielles, appuyer la formulation des documents et l'organisation de la table ronde régionale, et la rédaction d'un pacte régional. La seconde étape portait sur l'appui à la formulation du document de projet du PRIASAN, et à l'organisation de la réunion régionale pour son adoption.

**Étude de faisabilité pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation de la politique agricole de l'UEMOA**

(P.A.U.). Afrique de l'Ouest. Octobre-décembre 2013. Financement : UEMOA.

La mise en œuvre de la Politique agricole de l'Union (P.A.U.), élaborée au début des années 2000, se fait actuellement à travers un second programme triennal, couvrant la période 2009 à 2011. Toutefois, il n'existait pas jusqu'à d'outil formalisé permettant d'évaluer l'impact des actions engagées sur les différentes cibles. Cette étude visait précisément à proposer un dispositif de suivi-évaluation de la P.A.U. selon trois étapes : (i) mener une étude de faisabilité pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation, (ii) proposer des indicateurs pertinents de mesure de résultat et d'impact, (iii) proposer une méthodologie efficiente pour la collecte et l'analyse des données pertinentes. Un plan d'action détaillé et budgétisé a été également proposé.

**Évaluation du rôle du secteur public sur le marché des intrants agricoles.** Haïti. Juillet-septembre 2013. Financement : BID.

Cette étude visait à fournir des éléments de réflexion et d'aide à la décision au gouvernement haïtien pour préciser les orientations en matière de politique de soutien à la production et pour opérationnaliser l'appui du secteur public au secteur des intrants agricoles. Pour se faire, une évaluation détaillée de la stratégie et des interventions passée et actuelle du ministère de l'Agriculture (M.A.R.N.D.R.)

en matière d'appui aux filières des intrants agricoles a été réalisée. Des recommandations ont été formulées spécifiquement pour les sous-secteurs des engrais, du matériel agricole et des semences.

**Actualisation de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) – volet agriculture.** Sénégal, Mali. Mars-avril 2013 – Novembre-décembre 2013. Financement : CNUCED.

L'EDIC est l'élément central du Cadre intégré renforcé (C.I.R.), programme multi-donateurs hébergé au sein de l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.) qui soutient les pays les moins avancés dans leurs efforts d'adopter un rôle plus actif dans le système global du commerce en les aidant à résoudre les contraintes de capacités d'offre dans leur pays. La mise à jour de l'étude Diagnostique sur l'intégration du commerce avait pour objectif de recenser les contraintes qui font obstacle à l'intégration du Sénégal et du Mali dans le système commercial multilatéral et à l'intégration des questions commerciales dans le document de politique économique et sociale (D.P.E.S.).

Cette actualisation de l'EDIC a permis d'identifier les principales contraintes au développement des filières prioritaires d'exportation et de produits locaux remplaçant les importations pour améliorer la balance commerciale des produits agricoles. Une vision claire de l'état d'avancement des principales mesures préconisées dans le cadre de la matrice d'action de l'EDIC réalisée en 2005 a ainsi été dressée.

**Les agricultures africaines. Transformations et perspectives.** Afrique. Novembre 2013. Financement : NEPAD. Partenaire : Bureau Issala (France).

Ce rapport était commandé par le NEPAD en vue de

la tenue d'une réunion ministérielle de bilan des 10 ans du lancement du processus du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (P.D.D.A.A.). Ce document propose une synthèse articulée autour de quatre points : (i) l'évolution des agricultures africaines au cours des 30 dernières années, (ii) les avancées depuis la mise en œuvre du processus CADDP, (iii) les enjeux et défis pour l'avenir, et (iv) les leviers pour l'action.



### Capitalisation-Recherche

Encadrement d'un stage de fin d'études d'une étudiante en Master 2 « Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement » – Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne.

L'identité de l'IRAM face à l'évaluation des politiques publiques d'aide au développement. Perspectives actuelles.

### Formations

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Master de Science politique « Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement », Paris.

Conception et animation d'un module de formation « Évaluation et cohérence des politiques de coopération » de la spécialisation professionnelle de 2e année Master de Science politique.

### Publications

Beaujeu, R. *Trade Policies, Policy Note, Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU)*, novembre 2012, 40 p.

Leturque, H. *Managing Food Price Volatility, Policy Note, Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU)*, octobre 2012, 33 p.



Depuis plusieurs années, de nombreux États, confrontés aux politiques de libéralisation, se désengagent de la gestion directe des activités commerciales et productives, et souvent de l'appui au développement de celles-ci. De ce fait, pour traiter leurs besoins de conseil technique et économique, les agriculteurs s'adressent de plus en plus au secteur privé et aux organisations professionnelles, qui ne parviennent pas toujours à fournir un service adapté à la demande et à s'organiser pour garantir une pérennité dans l'offre de services. Appuyer cette offre aux producteurs de manière durable reste donc un enjeu important pour la profession-

nalisation des organisations. L'IRAM s'implique dans la conception et la mise en place de différents types de dispositifs d'appui conseil. Son expertise couvre notamment les dispositifs de conseil de gestion, de conseil à l'exploitation familiale, de conseil institutionnel et organisationnel aux organisations de producteurs ruraux et les centres de prestations de services ou centre de ressources. L'IRAM accompagne les acteurs dans la mise en place de dispositifs adaptés à leurs besoins et tenant compte de la spécificité des contextes.

## Appui-Conseil – Évaluation

**Étude de faisabilité pour la mise en œuvre d'actions pilotes de conseil de gestion dans le cadre du plan Maroc vert.** Maroc. Mai-octobre 2013. Financement : A.F.D. (France), C.T.B. (Belgique). Partenaires : CIRAD (France), CER France, ENA Meknès (Maroc), Cap Rural (Maroc).

Le Maroc est engagé dans une grande réforme du conseil agricole. Dans ce cadre le ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime, l'Agence française de développement et l'Agence belge de développement ont commandité une étude de faisabilité qui vise la définition opérationnelle d'un dispositif de conseil de gestion agricole au Maroc, à titre pilote. Cette étude a permis d'analyser et de définir les contours de ce dispositif pilote : missions et outils, organisation et fonctionnement, coûts et mode de finan-

cement possibles, modalités concrètes de mise en œuvre, mesures d'accompagnement.

**Appui à la préparation de l'élaboration des états financiers de fin d'année des O.P.A. et participation aux A.G. des O.P.A. appuyées par le Service de coopération et d'actions culturelles (SCAC).** Haïti. Février 2013. Financement : M.A.E. (France).

Depuis 2011, le SCAC puis le programme DEFI, financé par la BID appuient les O.P.A. dans les filières maïs et cacao dans les départements du Nord et du Sud. L'IRAM a fourni un appui à la comptabilité de base de ces O.P.A. Cette mission s'inscrit dans une série d'appuis visant à renforcer leurs capacités de gestion et à mettre en place des services pérennes à leurs membres.

## Capitalisation-Recherche

Projet d'appui aux irrigants et aux services aux irrigants (ASIRRI). Mali, Haïti, Cambodge. 2009-2012.

En 2013 diffusion des produits de capitalisation. Participation aux deux premières réunions du COSTEA (Comité scientifique et technique eau agricole).

## Formations

Institut des régions chaudes (IRC) SupAgro, Master « MOQUAS, ISAM, IPAD », Montpellier

Conception et animation de deux interventions auprès des étudiants sur « les dispositifs de services aux OPA » (valorisation des acquis du projet ASIRRI) et « travailler avec les O.P.A. » (valorisation d'une évaluation des O.P. en Guinée et d'une faisabilité sur conseil de gestion au Maroc).



L'IRAM, sur la base d'une expérience de 25 ans en appui à des réseaux de microfinance, a développé une expertise dans l'accompagnement de la construction des politiques nationales, voire régionales de microfinance permettant de renforcer la contribution du secteur au développement social et économique ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, au travers de processus de concertation

multi-acteurs. En 2013, les interventions de l'IRAM ont concerné le renforcement d'institutions de microfinance (gouvernance, contrôle interne, « coaching », rating social) et à la mise en place de produits (warrantage, crédit agricole, etc.) dans une optique de renforcer la portée agricole et rurale du secteur, souvent en marge des dynamiques plus commerciales.

## Appui-Conseil – Évaluation

**Diagnostic institutionnel du réseau des caisses NOWE-FOCH.** Cameroun. Janvier 2013. Financement : S.O.S. Faim (Belgique).

À la demande de NOWEFOR, organisation paysanne fondatrice du réseau de mutuelles d'épargne et de crédit dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, l'IRAM a réalisé un diagnostic organisationnel, financier et social permettant aux différentes parties prenantes de définir une stratégie institutionnelle et d'accompagnement.

**Audit organisationnel USAWA.** Tanzanie. Juillet 2013. Financement : FERT (France).

Institution de microfinance créée en 2006, USAWA offre différents services financiers et non financiers à ses

membres : formation, inspection, assistance opérationnelle et administrative. Elle gère de plus un fonds de financement qui alimente les caisses d'épargne et de crédit coopératives (SACCOS).

USAWA et les SACCOS ont connu une croissance importante de leur niveau d'activité depuis leurs créations, et le système est aujourd'hui confronté à plusieurs défis mettant sa pérennité en péril, tels que problèmes de gouvernance, d'adaptation au cadre réglementaire national, d'autosuffisance opérationnelle, de rotation des équipes.

La mission d'audit organisationnel s'inscrivait dans ce cadre et avait pour objectif de donner une vision externe et objective de la situation facilitant la construction des perspectives stratégiques par les parties prenantes.

1 Date don	2 Dépôt wari bilalen	3 Retrait wari talen	4 Solde tonden ka wari	5 N° de compte konte nimoro	6 Caisse kësutigi bolonò	7 Sociétaire tonden bolonò
		Report min tun sèbènnen bè	20			
11/01/13	202000 1000		202000	143165	2	

## Zoom

**Diagnostic financier et organisationnel de la Banque Tunisienne de solidarité en matière de micro-crédits. Tunisie. Novembre 2013-février 2014. Financement : Banque africaine de développement.**

De 1995 à 1998, l'IRAM et le GRET, tous deux membres fondateurs du comité CERISE travaillant sur les performances sociales de la microfinance, ont accompagné les Autorités tunisiennes et l'Agence française de développement dans la structuration d'une innovation articulée aux projets de développement agricole intégrés (P.D.A.I.) et destinée à élargir l'accès aux services financiers en milieu rural.

Cette innovation n'a finalement pas été expérimentée compte tenu de la création de la Banque tunisienne de solidarité (B.T.S.), amenée à remplir les mêmes objectifs. Mais, dans le contexte de l'époque, l'approche retenue n'a pas permis de remplir le mandat de développement du secteur de la microfinance. La B.T.S. a été qualifiée de « ligne de crédit à orientation sociale » et le partenariat avec les partenaires au développement a été dissuadé par les « modalités d'action (...) : le projet [de la B.T.S.] se révélait non pérenne et totalement dépendant de refinancements annuels. (...) De fait, la B.T.S. avait pour instruction de fonctionner comme un guichet de distribution plutôt que comme une banque ».

L'État tunisien a décidé de la création d'un système associatif de microcrédit en 1999. Une ligne de crédit a en ce sens été versée à la Banque tunisienne de solidarité afin que celle-ci refinance les associations. La B.T.S. a également largement encadré le développement de ce système qui a octroyé, à fin 2012, près de 600 000 cré-

aits au travers de 280 associations localisées dans toutes les délégations du pays.

Suite au changement de régime, un nouveau cadre juridique a été défini en 2011, visant notamment une réforme du fonctionnement des associations et une ouverture à d'autres opérateurs. Les associations n'ayant pu faire face à cette évolution de contexte, le système n'octroie plus de nouveaux crédits depuis début 2013.

La Révolution tunisienne ouvre une nouvelle page face à des défis économiques et sociaux considérables, le rôle et les activités de la B.T.S. sont amenés à évoluer en profondeur dans ce cadre. Face aux nombreux enjeux posés (inclusion financière des populations, insertion par l'activité économique, ouverture, diversification et professionnalisation du secteur de la microfinance, etc.), la nouvelle stratégie de la B.T.S. devra trouver sa cohérence dans un paysage institutionnel en évolution et s'inscrire dans une réglementation en cours de redéfinition depuis 2011.

Réalisé entre novembre 2013 et février 2014, le diagnostic organisationnel du système (procédures, système d'information, ressources humaines, produits offerts...) s'inscrit dans ce contexte de réforme politique, juridique et économique, et interroge les perspectives du système. Il a permis (i) d'analyser le secteur de la microfinance et la politique publique en matière de financement des activités économiques, (ii) d'étudier le cadre réglementaire et les implications de la réforme, (iii) de réaliser une étude de marché sur base bibliographique, une analyse de la gouvernance des associations et une analyse financière de la B.T.S. et d'un échantillon d'associations, (v) de définir des perspectives stratégiques pour le système.

**Déploiement du programme de renforcement du contrôle interne.** Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Togo. 2010-2013. Financement : Lux Development (Luxembourg). Partenaire : Pricewaterhouse Coopers (Luxembourg).

L'IRAM a appuyé le renforcement des systèmes de contrôle interne de près de 250 institutions de microfinance ou de systèmes financiers décentralisés (S.F.D.) de 8 pays de la zone UEMOA. Les institutions sélectionnées reflètent la diversité du secteur en intégrant depuis les plus grands réseaux (C.M.S., Kafo Jiginew, FECECAM...) jusqu'aux mutuelles d'épargne et de crédit isolées. Deux agents de déploiement ont été recrutés et formés par pays, ceux-ci ayant la responsabilité de former des « points focaux », de diagnostiquer la situation du contrôle interne dans leur organisation et d'entreprendre des mesures pour l'amélioration. Afin d'appuyer les acteurs dans la réalisation des diagnostics, un système d'information d'auto évaluation a été développé et mis en ligne. Toutes les institutions ou S.F.D. partenaires ont ensuite fait l'objet de visite afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs d'amélioration définis. Dans ce cadre, en 2013, des missions d'accompagnement ont été conduites en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal, et au Togo.

**Évaluation à mi-parcours du Performance-Based Grants Initiative.** Chine. Juin-décembre 2013. Financement : Société Financière Internationale. Partenaires : CERISE, GRET, CIRAD (France).

La *Performance Based Grants Initiative* est un programme de la Société financière internationale (approuvé en 2007) visant à favoriser et récompenser les institutions financières dépassant leur zone d'opération traditionnelle. Ce programme a pour ambition d'encourager les institu-

tions à atteindre les segments non servis et à intégrer des approches financières responsables, que ce soit en termes de produits, de services, de clients ou de zone géographique. L'objectif global du programme est de renforcer l'impact social de ces institutions. Au travers de cette étude, la S.F.I. voulait déterminer l'impact des subventions. La performance a été analysée au travers des critères d'évaluation standards du *Development Assistance Committee*: pertinence, efficacité, efficience, pérennité et impact. Cette étude a été réalisée par les équipes de CERISE, de l'IRAM, du GRET et du CIRAD qui ont fait plusieurs visites d'institutions financières en Inde, en Chine, en Albanie et au Sénégal. L'IRAM a réalisé l'étude en Chine et visité les équipes S.F.I. de la région ainsi que les institutions de microfinance C.F.P.A. et Renshou.

**Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la modernisation du Système d'information et de gestion de l'union régionale des Sanduk d'Anjouan.** Comores. Mai-décembre 2013. Financement : A.F.D. (France). Partenaire : SOLID (Sénégal).

L'IRAM a appuyé le réseau des Sanduk dans la sélection et l'implantation d'un nouveau système d'information et de gestion entièrement informatisé permettant de répondre aux besoins actuels du réseau et de prendre en compte sa croissance et son développement.

Ce nouveau S.I.G. doit permettre de fournir les informations pertinentes pour le pilotage du réseau (consolidation et compilation automatisées) et de produire les éléments pour le reporting en temps réel pour les autorités, les membres du conseil d'administration des Sanduk ou les bailleurs de fonds.

## Capitalisation-Recherche

L'IRAM au sein de CERISE participe à un travail de réflexion sur le social business. CERISE et ses membres sont associés à la création ou à l'appui de social business, et à l'accompagnement auprès d'investisseurs qui les financent. Forts de son expérience internationalement en matière de

microfinance, l'IRAM s'est engagé dans une réflexion sur les éléments clés pour la viabilité et la crédibilité des social business. L'objectif pourrait être, à l'image de l'outil S.P.I. (*Social Performance Indicators*), de définir un cadre d'analyse (norme) pour évaluer les social business.

## Publications

Doligez, F. *La Fédération des coopératives agricoles du Nicaragua entre capital économique et pouvoir politique*.

In RECMA, n°318, avril 2013, 15 p.

Doligez, F., Bastiaensen, J., Bédécarrats, F. *¿Cooptación, cooperación o competencia? Microfinanzas y nuevas izquierdas en Bolivia, Ecuador y Nicaragua*. In *Revista Encuentro*, n°14, Université centraméricaine du Nicaragua, Managua, avril 2013, pp. 62-81.

Doligez, F., Bédécarrats, F., Bouquet, E., Lapenu, C., Wampfler, B. *Évaluer et mesurer l'impact de la microfinance : sortir de la « double impasse »*. In *Revue Tiers Monde*, n°213, janvier-mars 2013, pp. 161-178.

Doligez, F. *Nouvelles gauches et microfinance en Amérique latine*. In *La Lettre de la Fondation Gabriel Péri*, mai 2013, 7 p.

## Formations

ISTOM – École d'ingénieur agro-développement international, 5<sup>e</sup> année de spécialisation, Cergy-Pontoise.

Conception et animation d'un module « Développement agricole et financement ».

Institut des régions chaudes (I.R.C.) SupAgro, Master « Marchés, organisations, qualité pour les agricultures au Sud – MOQUAS », Montpellier.

Conception et animation d'une journée sur l'impact de la microfinance auprès des étudiants du master MOQUAS.



Le niveau local constitue une échelle d'action souvent pertinente pour traiter des questions clés telles que l'accès à l'emploi, la mise en œuvre de réelles stratégies de responsabilité sociale des entreprises (R.S.E.), celle des industries extractives par exemple, ou encore la relocalisation des économies à travers, notamment, la construction de filières de proximité. Par ailleurs, les politiques de décentralisation sont un creuset essentiel de l'approfondissement de la démocratie lorsqu'elles permettent une appropriation effective des processus de développement par les acteurs lo-

caux. Ces politiques ont amené les collectivités du Nord à diriger leurs actions vers le renforcement des compétences des collectivités du Sud et à s'investir de plus en plus dans la coopération internationale. En 2013, l'IRAM a renforcé son engagement, d'une part dans le renforcement des capacités des acteurs des filières agro-alimentaires et des systèmes de financement en milieu rural et, d'autre part dans l'appui aux processus de décentralisation et l'accompagnement des coopérations décentralisées allant dans ce sens.



## Développement économique des territoires et filières

La crise des prix agricoles sur les marchés internationaux et la libéralisation de grandes filières fait à nouveau ressortir la nécessité de structuration et de professionnalisation des filières agro-alimentaires dans les pays du Sud. Dans ce contexte de retrait de l'État et de démantèlement des grandes filières, les producteurs peuvent en effet sembler abandonnés avec peu de solutions alternatives. Le renforcement de l'insertion des agricultures familiales du Sud dans le marché nécessite, d'une part, des politiques plus favorables à la promotion du monde rural et la réduction de la pauvreté et, d'autre part, l'élaboration et la mise en place de référentiels techniques et économiques adaptés (chaîne de valeur). Cela nécessite également des actions au niveau intermédiaire pour que les filières ne soient plus déconnectées de leurs territoires d'origine. On cherche alors à accompagner les innovations par les acteurs, en articulant filières et territoires ou filières et développement lo-

cal, pour permettre une meilleure maîtrise des filières et de leurs territoires par les producteurs. Pour favoriser un développement efficace et durable, il faut pouvoir faire le lien ou faciliter les interrelations entre les différents opérateurs présents sur un territoire : un tissu d'entreprises (micro-entreprises, organisations paysannes), le développement local (politiques de développement local, services de base, fiscalité locale, etc.), des services fournis par les communes ou des privés, voire des opérateurs externes (O.N.G., multinationales, sociétés minières, etc.). Les interventions de l'IRAM, en 2013, concernent ces trois éléments. Dans certains cas il peut s'agir d'appuyer la structuration de filières anciennes mais peu structurées et couvrant de vastes territoires ou de promouvoir des filières courtes sur des territoires plus restreints valorisant de nouvelles opportunités économiques.

© SNEC – Support to the Commercialization of Cambodian Rice Project



## Projets de développement

**Projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien.** Cambodge. 2013-2015. Maîtrise d'ouvrage : *Supreme National Economic Council* (S.N.E.C). Financement : A.F.D. (France). Montant global du projet : 3 500 k€. Partenaire : NIRAS (Grande-Bretagne).

Le projet vient en appui à la mise en œuvre de la politique nationale de développement de la production et des exportations de riz du Cambodge. Il s'articule en 5 composantes : (i) développement de l'organisation de la filière rizicole, (ii) amélioration de la qualité et de la reconnaissance de la qualité du riz cambodgien sur les marchés internationaux, (iii) renforcement de l'implication des organisations de producteurs dans la commercialisation du paddy, (iv) mise à niveau de la Banque de développement rural, (v) gestion et coordination du projet.

L'IRAM, à travers son assistant technique auprès du projet, appuie la coordination et la gestion générale du projet, la coordination avec les autres interventions des acteurs du développement dans le secteur, et assure un appui technique pour la mise en œuvre des différentes composantes du projet.

Au cours de cette première année de projet, des partenariats ont été développés avec la fédération des exportateurs de riz cambodgien et avec des fédérations d'organisations de producteurs pour soutenir le renforcement de leurs capacités institutionnelles et opérationnelles. La fédération des exportateurs (qui regroupe en fait plus largement divers acteurs de la filière) s'est dotée d'une équipe opérationnelle et a engagé un processus de réforme structurelle.

Le projet a contribué à renforcer la renommée du riz cambodgien en participant à l'organisation du premier festival du riz cambodgien.

Plusieurs initiatives pilotes ont été menées pour développer l'activité de commercialisation du paddy par les organisations de producteurs, notamment à travers des groupes de commercialisations constitués dans le cadre de deux organisations d'irrigants ou à travers la signature de contrat avec des riziers.

Enfin, une mission d'expertise auprès de la Banque de développement rural a été engagée et permettra de définir un plan d'action pour le renforcement de la gestion des opérations de cette banque et l'accompagnement de sa réforme et du renouvellement de ses missions.

## Projet NARIINDU – Approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs.

Niger. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN). Financement : A.F.D.-FISONG (France), C.F.S.I. (France), IRAM. Montant global du projet: 480 k€. Partenaires : Karkara (Niger), V.S.F. (Belgique), AREN (Niger), réseau Bilital Marobé (Burkina Faso).

Ce projet fait suite au programme de sécurisation de l'élevage et de l'agriculture périurbain (PSEAU) dont l'IRAM avait été l'opérateur de 2006 à 2008. Démarré en 2012 et mis en œuvre par le groupement IRAM-Karkara-V.S.F.-Belgique-AREN-Bilital Marobé, il vise l'amélioration de l'approvisionnement en lait local des quartiers situés en périphérie de Niamey, à partir de la production des petits éleveurs périurbains. Il appuie la collecte, le contrôle de la qualité et la commercialisation du lait local grâce à un dispositif innovant de centres de collecte multiservices contrôlés par les éleveurs locaux. Un centre de collecte a été construit fin 2013. Son originalité réside dans le fait que le lait collecté est livré aux laiteries industrielles de Niamey

qui le commercialisent auprès de sa clientèle. La mission réalisée en décembre confirme la pertinence de ce dispositif pour la filière lait péri-urbaine de Niamey, les grandes laiteries souhaitant en 2014 proposer des produits laitiers transformés à base exclusivement de lait local. Le projet vise également à instaurer un dialogue interprofessionnel et un système d'échange et de partage des techniques au niveau régional.

**Projet ALTERRE – Agrocarburants locaux, territoires ruraux et énergie.** Mali. 2009-2013. Maîtrise d'ouvrage : IRAM et GERES (France). Financement : U.E., FFEM (France), TATE (France). Montant global du projet : 2 400 k€. Partenaire : AMEDD (Mali).

Le projet ALTERRE est un projet pilote visant à définir les conditions de viabilité et de pérennité d'une filière agrocarburant en approvisionnement paysan. Il s'agit d'une filière de proximité associant producteurs, extracteurs et utilisateurs dans quatre communes de la région de Sikasso, pour la production locale de carburant à base d'huile végétale pure (H.V.P.) de *Jatropha curcas*, l'accès des habitants à des services de proximité alimentés en H.V.P. (mécanisation d'activités agricoles, recharge batterie) ou à l'électrification rurale. L'IRAM apporte un appui méthodologique et une expertise en matière de suivi-évaluation, de capitalisation, de mise en place et d'accompagnement des entreprises rurales, d'analyse des besoins en financement de la filière ou de mise en place, avec les collectivités locales, de cadres de planification territoriale.

Après quelques années orientées sur les enjeux agronomiques et techniques, la priorité est d'appuyer la structuration des producteurs et des artisans, en s'appuyant sur les collectivités locales et les entrepreneurs privés. Ain-

si, les travaux de l'année 2013 ont notamment porté sur le montage des unités d'extraction d'huile, la définition des cadres stratégique et opérationnel de création et d'accompagnement des trois entreprises en charge de l'extraction de l'huile de jatropha dans chacune des communes. Par ailleurs, après l'unité de Yorosso, les travaux de celle de Koury ont été finalisés fin 2013. Les graines collectées ont été pressées par l'unité de Yorosso, permettant la production de 5 000 l d'H.V.P. colorée. Cette huile est utilisée en particulier pour les tests de longue durée sur les moteurs Lister : trois moteurs de moulins fonctionnent depuis plus de 250 heures à l'H.V.P. sans aucune difficulté.

**Projet JATROREF – Des référentiels pour des filières agrocarburants durables en Afrique de l'Ouest.** Afrique de l'Ouest. Maîtrise d'ouvrage : IRAM et GERES (France). Financement : U.E., FFEM (France), TATE (France), Fondation Albert II de Monaco, ADEME (France), fondation néerlandaise F.D.O., C.F.S.I. (France), Fondation Veolia (France). Montant global du projet : 5 660 k€. Partenaires : ANADEB (Mali), AMEDD (Mali), D.G.E. (Bénin) et CERPA Zou-Collines (Bénin).

L'IRAM, en partenariat avec le GERES, met en œuvre et anime le projet JatroREF qui a pour objectif la construction de référentiels permettant de caractériser la viabilité socio-économique et la durabilité environnementale des filières paysannes de production d'agrocarburants à base de Jatropha en Afrique de l'Ouest. JatroREF est articulé autour de trois composantes distinctes : (i) actions-pilotes au Mali (IRAM-GERES — voir ci-dessus, projet ALTERRE) et Bénin (GERES), (ii) partage d'expériences (IRAM-GERES) et (iii) diffusion et mise en débat (IRAM-GERES). Les thèmes prioritaires pour le réseau ont été déterminés par les par-

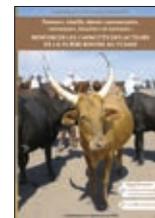
participants à l'atelier de lancement du projet en février 2012 : potentiel agronomique du jatropha, jatropha et agriculture familiale, extraction de l'huile, utilisation dans les moteurs, filières et finance carbone. Chacun de ces thèmes fait l'objet d'un groupe de travail spécifique, avec un animateur de l'IRAM ou du GERES qui collecte de l'information auprès des membres, anime les échanges et élabore des référentiels qui seront ensuite diffusés largement au sein du réseau. Ces travaux commencés en 2012 ont rendu disponibles les premiers référentiels en 2013. Au cours de l'année 2013, plusieurs études régionales ont été initiées : étude sur la structuration, l'organisation et le fonctionnement des filières « jatropha » en Afrique de l'Ouest ; panorama-évaluation des politiques bioénergies en Afrique de l'Ouest et du Centre ; étude de faisabilité d'une nouvelle méthodologie de finance carbone. Des porteurs de projet dans les 4 pays ont été appuyés pour mettre en place un dispositif harmonisé de suivi de rendement des plantations de Jatropha. Un site dédié au projet est en ligne [www.jatroref.org](http://www.jatroref.org)



**Programme d'appui à la filière bovin-viande (PAFIB).** Tchad. 2010-2013. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Élevage et des Ressources animales (Tchad). Financement : U.E. Montant global du projet : 6 500 k€. Partenaires : J.V.L. (Belgique), Euroconsultants (Belgique).

Le projet visait à augmenter, de façon durable, la valeur et les volumes des produits issus de la filière, tant au niveau du bétail vendu sur pied que des produits de transformation (viande, peaux et cuir). L'objectif était de favoriser la création d'emplois dans le secteur de la transformation et

d'augmenter les revenus des acteurs de la filière. Le groupement IRAM-J.V.L.-Euroconsultants a apporté une expertise permanente au ministère de l'Élevage et des Ressources animales dans la mise en œuvre du programme, en matière de gestion opérationnelle, administrative et comptable, et ponctuelle sur des thématiques pointues. Les résultats attendus du projet se sont concrétisés, notamment la réalisation des infrastructures de commercialisation et de transformation (marchés, points d'eau sur les routes de convoiage du bétail sur pieds, aires d'abattage, tannerie). Ces infrastructures sont au centre d'un processus de renforcement des capacités des organisations professionnelles de la filière bovine (pasteurs, organisations formelles et coutumières, syndicats de commerçants, de bouchers, de tanneurs...). Ce processus a autant contribué au renforcement des capacités des organisations à appuyer leurs membres (notamment en matière de défense de leurs droits, d'implication dans la gestion des marchés à bétail) qu'à la promotion d'une structuration qui fédère les professionnels de la filière. Le programme s'est achevé en février 2013 et a donné lieu à plusieurs produits de capitalisation (documents et film) accessibles sur internet : [www.filiere-bovine-tchad.com/index.php](http://www.filiere-bovine-tchad.com/index.php)

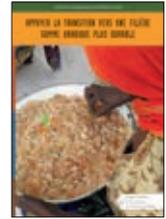


**Programme d'appui à la filière gomme arabique (PAFGA).** Tchad. 2010-2013. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources halieutiques (Tchad). Financement : U.E. Montant global du projet : 4 500 k€. Partenaire : *ECO Consulting* (Allemagne).

Le projet, achevé en février 2013, portait sur l'augmentation durable de la valeur et des volumes de gomme ara-

bique produite et commercialisée par le Tchad. Il intervenait auprès des producteurs-cueilleurs, des commerçants, de l'interprofession et des institutions de l'État en charge du suivi et du développement de la filière et des institutions de recherche. La stratégie retenue, à partir d'une connaissance actualisée de la filière, visait à augmenter sa compétitivité sur le marché mondial à travers l'amélioration de son organisation et de la qualité des produits, attestée par une certification et, enfin, l'augmentation des volumes produits tout en préservant la ressource. L'IRAM a apporté une expertise permanente en matière de gestion

opérationnelle, administrative et comptable, et des appuis ponctuels sur des thématiques précises auprès de la direction de la Forêt et de la Lutte contre la Désertification du ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources halieutiques. Une capitalisation de l'expérience du projet a fait l'objet de la production d'un document de synthèse et de la mise en ligne d'une série de documents thématiques : [www.iram-fr.org/pdf-publications/628.pdf](http://www.iram-fr.org/pdf-publications/628.pdf)



**Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage auprès de la direction départementale de l'Agriculture du Sud, programme Sécurité alimentaire (SECAL).** Haïti. Juin-décembre 2013. Financement : A.F.D. (France), U.E. Montant global du projet : 90 k€.

Le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural est engagé dans le renforcement des filières maïs et œufs dans le département du Sud, au travers du programme SECAL d'appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire à travers trois conventions de financement signées avec l'Agence française de développement et l'Union européenne pour un montant total de 16,2 millions d'euros.

Ce programme d'une durée de trois ans (2013-2015) a pour objectif (i) d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, et (ii) de générer des revenus

additionnels en milieu rural.

La mise en œuvre des activités est assurée par la direction départementale agricole du Sud (D.D.A.), représentant du maître d'ouvrage, renforcée par une équipe recrutée pour les besoins du programme. Les composantes du programme SECAL concernent (i) le renforcement de la filière maïs, (ii) le développement de la filière œuf, (iii) un soutien à la recherche, (iv) une contribution à la politique d'achats locaux, et (v) du renforcement de la maîtrise d'ouvrage.

Le dispositif d'assistance technique fourni par l'IRAM avait pour objectif d'appuyer la D.D.A. pour le démarrage de l'exécution du programme SECAL, notamment concernant le renforcement des capacités des agents de la D.D.A. pour la mise en œuvre du programme et la mise en place de procédures de passation des marchés.

## Appui-Conseil – Évaluation

**Identification des possibilités d'appui aux filières de commercialisation porteuses.** Sénégal. Financement : U.E. Avril 2014.

Dans le cadre de la programmation du 11<sup>e</sup> F.E.D. de l'Union européenne l'objectif de cette étude était d'identifier les possibilités d'appui et de formuler les stratégies et interventions pour le développement de filières dites « porteuses ». Il s'agissait d'opérer un choix de filières ayant un potentiel de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté, à la suite d'un diagnostic préliminaire d'une gamme large de filières possibles (céréales, horticulture, agroalimentaire). Puis de proposer un cadre d'action et une stratégie d'intervention pour un ensemble restreint de filières les plus prometteuses, basés sur une analyse approfondie de

leurs caractéristiques d'organisation et de fonctionnement, leurs performances, leurs atouts et contraintes.

**Étude de faisabilité du Projet d'appui au développement de l'agriculture dans les Collines (PADAC).** Bénin. Septembre-octobre 2013. Financement : A.F.D. (France).

Le PADAC vise à appuyer la maîtrise d'ouvrage communale pour le développement de l'agriculture et la gestion durable des ressources naturelles à l'échelle du territoire des Collines, à travers une approche de sécurisation des investissements et du foncier agricoles. Plus spécifiquement, le projet devra apporter un appui technique et financier aux communes leur permettant de prioriser et coordonner la mise en place d'investissements pour le secteur agricole; et de formaliser les droits de propriété, d'ac-

cès et d'usage des terres agricoles.

L'étude de faisabilité visait à vérifier la pertinence du projet et à formuler ses objectifs spécifiques, son contenu et ses coûts qui ont été validés lors de deux ateliers, l'un dans la zone du projet, l'autre à Cotonou.

**Formulation du Programme filières dans la région de Sikasso (PROFIL-S).** Mali. Financement : D.D.C. (Suisse). Partenaire : Lux-Development (Luxembourg).

L'IRAM a réalisé l'étude de faisabilité du programme PROFIL-S dont l'objectif global est d'améliorer la compétitivité des filières agro-pastorales (lait et pomme de terre) et du secteur privé. Quatre principaux résultats sont attendus du programme : (i) pacification des relations entre éleveurs transhumants et agro-pasteurs sédentaires à travers une gestion concertée des terroirs et l'intégration économique des filières agricoles et pastorales, (ii) intensification agricole dans des bas-fonds aménagés et pastorale dans les zones péri-urbaines de Koutiala, Bougouni et Sikasso, (iii) développement des entreprises agro-alimentaires et des marchés dans les centres urbains et au niveau sous régional, (iv) développement de nouveaux services publics afin de soutenir un partenariat public-privé en faveur des filières agro-pastorales et du secteur privé.

**Étude du potentiel de la commercialisation des produits agricoles des pays A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique) utilisant les indications géographiques et les marques avec origine (A.C.P.-AGGI).** Afrique de l'Ouest. Décembre 2013. Financement : U.E. D.G.-AGRI. Partenaires : REDD (Suisse), Université de Firenze (Italie).

Cette étude a porté sur l'impact des produits d'origine (reconnus ou non en tant que tels par des I.G.), elle a détaillé

le potentiel de l'utilisation des indications géographiques et des marques d'origine pour les producteurs A.C.P., ainsi que les obstacles à la commercialisation de produits agricoles I.G. et autres produits d'origine. Sur cette base, des méthodes potentiellement transférables et systèmes ont été décrits dans l'étude. Elle s'est appuyée sur une revue de la littérature approfondie, ainsi que deux études de cas café-cacao conduites respectivement au Kenya et au Cameroun, incluant des ateliers dans chacun des pays. Des scénarios d'évolution des marchés pour les produits d'origine, des conclusions et recommandations ont été formulés à l'issue de cette étude.

Le rapport final de cette étude est disponible sur [www.ec.europa.eu/agriculture/external-studies/gis-acp-countries\\_en.htm](http://www.ec.europa.eu/agriculture/external-studies/gis-acp-countries_en.htm)



**Appui à la formulation d'un projet SWITCH ASIA (EAT GREENER).** Laos. Mars-avril 2013. Financement : A.F.D. (France).

Dans le cadre de l'appel à proposition SWITCH ASIA (U.E.) 2013, la proposition d'Oxfam Solidarité Belgique a été retenue. Le projet EAT GREENER est un projet de dynamisation du marché bio au Laos, à la fois local et international : campagnes de sensibilisation, renforcement des capacités du Bureau de certification Lao, appui aux P.M.E. pour répondre à la demande, renforcement du dialogue politique et citoyen (appui à une plateforme de promotion des produits bio Lao). L'IRAM a été mobilisé pour appuyer la finalisation de la proposition finale pour l'Union européenne : analyse des parties prenantes, approfondissement de la note succincte, rédaction du document complet de



demande de subvention, en coordination avec les équipes d'Oxfam Solidarité Belgique au Laos et en Belgique.

**Évaluation finale du projet Amélioration durable du système de production bananier en Kagéra.** Tanzanie. Avril 2013. Financement : C.T.B. (Belgique). Partenaire : *Sokoine University of Agriculture* (Tanzanie).

Ce projet est une initiative de 4 ans portée (2009-2013) par le ministère de l'Agriculture, de la Sécurité alimentaire et des Coopératives, financée par la Belgique et mise en œuvre localement par la C.T.B. et les districts.

Il vise le renforcement des capacités institutionnelles et le développement de partenariats publics-privés pour encourager l'innovation paysanne dans le système de production bananier. Le projet vise tous les acteurs de la chaîne de valeur (producteurs, commerçants, transformateurs...). En 2011 l'IRAM a conduit l'évaluation à mi-parcours de ce

projet, il s'agissait en 2013 de conduire l'évaluation finale. Un focus particulier a été porté sur le schéma de dissémination de matériel végétal promu par le projet, sur la stratégie de développement de la chaîne de valeur banane et sur la stratégie de travail via les collectivités locales (districts).

**Revue mi-parcours du projet de Développement des filières coton équitable et bio-équitable.** Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal. Septembre-décembre 2013. Financement : A.F.D. (France). Partenaire : Fondation Yiriwa (Afrique).

Le programme de développement du secteur coton équitable et bio-équitable en Afrique de l'Ouest a été identifié en 2007 et formulé en 2008. L'Association des producteurs de coton africains (APROCA) est maître d'ouvrage du programme, financé par l'A.F.D.. La finalité du programme est de faire bénéficier les producteurs de co-

ton des O.P. membres de l'APROCA et les opérateurs textiles du continent des avantages du commerce équitable et de la production du coton biologique. Suite à de nombreux aléas, le programme n'a pu véritablement commencer ses activités qu'en 2010, avec une programmation réduite à trois années.

L'objet de l'étude était de faire le point sur l'avancement du programme, ses difficultés de mise en œuvre et de proposer des recommandations pour sa poursuite, qui tiennent compte des différentes contraintes de la filière.

**Appui et renforcement de capacités de l'équipe de mise en œuvre du Programme d'appui au développement rural de la Lukaya (P.D.R.L.).** République démocratique du Congo. Janvier-octobre 2013. Financement : Medicus Mundi (Fonds propres).

Le Programme de développement rural de la Lukaya a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des mé-

nages des 3 aires de santé de Madimba, Luila et Sona Bata dans le district de la Lukaya. L'objectif spécifique vise l'augmentation des revenus d'au moins 2 050 ménages à travers l'amélioration de la production (manioc, maïs, riz, arachide, niébé et maraîchage) et de la commercialisation des produits agricoles. Il est mis en œuvre par deux O.N.G. congolaises, le CEDEF et LIFEDI avec l'appui technique et financier de Medicus Mundi. À la suite de l'évaluation de la première phase du projet, le CEDEF et Medicus Mundi ont demandé à l'IRAM un appui méthodologique et des conseils techniques dans 4 domaines : (i) l'analyse des filières de production agricole et la définition de stratégies de commercialisation, (ii) la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation et des appuis à la gestion des C.E.P. (champs écoles paysans), (iii) la réflexion sur la structuration en coopérative, (iv) le suivi évaluation, l'appui à l'analyse des données et le suivi des activités.

## Formations

**Université de Montpellier 2 et Muséum d'Histoires naturelles, Master « Développement et aménagement intégré des territoires – DAIT », Montpellier et Paris.**

Animation de 3 journées thématiques : le cycle de projet, les filières agrocarburants en Afrique de l'Ouest et le suivi-évaluation.

**SupAgro, Licence pro « Agriculture raisonnée et certification environnementale – LPARCE », Montpellier.**

Animation d'une demi-journée sur les agrocarburants en Afrique de l'Ouest.



Depuis les années 1990, de nombreux pays d'Afrique Sub-saharienne ont engagé des processus de décentralisation administrative et politique. Dans la majorité des cas, ces réformes visent une plus grande démocratie et un meilleur accès aux services publics pour les habitants, en partant du postulat que l'échelon local constitue le meilleur niveau pour y répondre efficacement. Elles représentent donc un changement majeur dans les relations entre citoyens et État ainsi que dans les pratiques d'exercice du pouvoir. Dans ce contexte, les collectivités territoriales deviennent les animatrices principales du développement local.

Ces réformes de décentralisation et déconcentration, relativement jeunes, demeurent encore dans la majorité des pays concernés, des processus inaboutis dont les enjeux sont multiples. En effet, les transferts de responsabilités et de ressources afférentes doivent être rendus effec-

tifs, dans un souci de partage des rôles harmonieux entre les niveaux de collectivités locales et l'État. L'articulation des politiques sectorielles avec ce nouveau paradigme demande des efforts qui se heurtent souvent à la réticence des ministères sectoriels à se dessaisir de leurs prérogatives et à envisager de nouvelles modalités de travail. Au niveau territorial, le renforcement des capacités des élus, des personnels municipaux, ou des services déconcentrés dont le rôle d'appui-conseil est attendu, reste problématique. Il en est de même de l'amélioration des finances des collectivités, en matière de ressources, de gestion et de dépenses.

La participation citoyenne, composante de la bonne gouvernance locale doit être encouragée. L'IRAM y accorde une grande importance et la considère comme un des garants essentiels de la réussite et de la pérennité de ces réformes à visée démocratique.



## Projets de développement

**Programme de coopération décentralisée Picardie-Konni-Malbaza-Madaoua.** Niger. 2007-2013. Maîtrise d'ouvrage : 12 communes des régions de Konni, Malbaza et Madaoua (Niger) et Conseil régional de Picardie (France). Financement : Conseil régional de Picardie. Montant global du projet : 5 500 k€. Partenaires : CIEDEL (France), RAIL (Niger).

Le groupement IRAM-RAIL (Niger)-CIEDEL est chargé d'accompagner la mise en œuvre d'un programme de coopération décentralisée entre la région Picardie et les 12 communes des départements de Konni, Malbaza et Madaoua dans la Région de Tahoua au Niger. Le programme est articulé autour de cinq axes principaux : (i) le renforcement des organes des communes nigériennes, (ii) l'amélioration des ressources internes des communes (ressources fiscales), (iii) l'instauration d'un dialogue entre habitants et collectivités, (iv) la mise en place d'infrastructures, d'aménagements et de services de qualité, (v) l'établissement d'un partenariat entre acteurs locaux des deux territoires. Le groupement est en charge de l'animation du dispositif politique (concertation entre les communes nigériennes et entre elles et la région Picardie) pour la définition et le suivi du partenariat, de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre du dispositif d'appui financier (fonds de développement local pour le financement d'équipements et d'infrastructures). L'année 2013 a vu la création de l'Association de promotion de l'intercommunalité dans les départements de Malbaza, Madaoua et de Konni réunissant les 12 communes. L'association intercommunale a défini, avec le conseil régional de Picardie, le programme de coopération 2014-2017 et sera en charge progressivement de sa mise en œuvre. Un des résultats du futur programme sera dédié au développement économique de l'espace intercommunal.

Dans le cadre de ce programme, un volet « Lutte contre la désertification » est également mis en œuvre (voir infra).

L'IRAM gère le programme du point de vue administratif et financier et fournit à l'équipe de terrain mise en place par le RAIL un appui sous forme de missions courtes et d'accompagnement à distance.

**Programme de formation des acteurs de la décentralisation.** Mauritanie. 2012-2014. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Décentralisation (Mauritanie). Financement : G.I.Z. (Allemagne). Montant du projet : 3 000 k€. Partenaires : *ECO Consulting Group* (Allemagne), ECO-G (Maroc).

Ce programme de la coopération allemande, intégré dans la démarche du Programme européen de renforcement des institutions des collectivités locales et de leurs services (PERICLES), vise à renforcer la capacité d'élus locaux et d'agents communaux à améliorer la gouvernance locale d'une part et la délivrance de services publics d'autre part. La mise en œuvre du projet est assurée par le groupement ECO-IRAM-ECO-G. L'appui-conseil fourni par le groupement couvre les trois objectifs suivants : (i) formation des élus locaux, (ii) perfectionnement des agents communaux en poste et appui-conseil, (iii) appui à la mise en place d'une structure centrale de formation de futurs agents communaux. Ils concernent 41 communes dans les Régions du Hodh el Gharbi et du Hodh el Chargui, Trarza, Brakna, Tagant.

En 2013, un travail de synthèse des acquis du projet a été conduit et a permis de dégager les éléments devant être valorisés au niveau national.

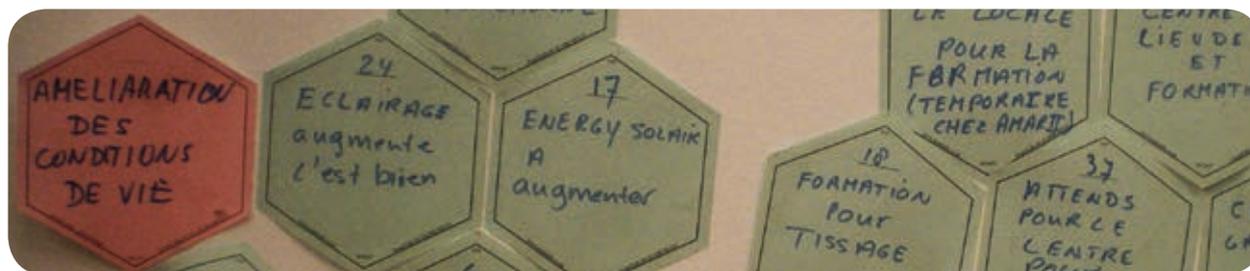
**Mise en œuvre de la composante 3 « finances locales » du programme décentralisation et développement com-**

**munal (P.D.D.C.)**. Burkina Faso. 2010-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Économie et des Finances (Burkina Faso). Financement : G.I.Z. (Allemagne). Montant global du projet : 1 620 k€. Partenaire : *ECO Consulting Group* (Allemagne) et A.M.D. (Burkina Faso).

L'appui du P.D.D.C. aux collectivités territoriales dans la gestion de leurs finances locales intervient au moment où le Burkina Faso met en œuvre d'importantes réformes dans le champ de la décentralisation : transfert effectif aux communes de nombreuses et importantes missions dans 11 domaines de l'action publique (santé, enseignement de base, gestion de l'eau potable et assainissement, notam-

ment); transferts financiers pour exercer ces missions; rénovation de l'outil budgétaire des collectivités locales.

Le groupement ECO-IRAM-AMD assure la mise en œuvre de la composante consacrée à l'amélioration de la gestion des finances locales. Cette composante accompagne 19 communes des régions Est et Sud-Ouest du pays ainsi que les acteurs nationaux et régionaux des administrations des finances. Une étude innovante a été conduite en 2012 sur les dépenses publiques ne appui à la décentralisation. Cette étude est considérée comme une référence en Afrique de l'Ouest. En 2013, un guide sur le budget participatif adapté, au contexte burkinabé, a été réalisé avec l'appui de l'IRAM.



## Appui-Conseil – Évaluation

**Bilan évaluatif du partenariat entre la région Rhône-Alpes et l'Association des communes d'Arménie.** Arménie. Juillet-décembre 2013. Financement : Conseil régional Rhône-Alpes.

Forte de 5 années d'expérimentation (2012-2015), de 40 projets soutenus pour un montant global de 1 million d'euros, la coopération décentralisée Rhône-Alpes – Association des communes d'Arménie a souhaité procéder à son bilan évaluatif à mi-parcours en vue d'alimenter la

réflexion des assises de la coopération décentralisée franco-arménienne d'octobre 2013 à Valence (Drôme).

Ce bilan évaluatif a permis de caractériser le cadre dans lequel évolue cette coopération et notamment la qualité de la relation qui unit les deux partenaires et d'interroger la valeur ajoutée de la coopération décentralisée en matière d'appui conseil aux collectivités arméniennes (actuelle et souhaitable), ainsi que le champ des compétences et des responsabilités dévolu à l'association des communes.

## Zoom

**Atelier régional « Développement économique des territoires ruraux », 15 au 18 avril 2013, Douala, Cameroun**  
[www.pndp.org/seminaire/index.html](http://www.pndp.org/seminaire/index.html)

Le territoire communal apparaît désormais comme une échelle d'intervention pertinente et légitime pour le développement des régions rurales et de leurs activités économiques que sont fondamentalement l'agriculture, la foresterie, l'élevage et la pêche.

Le développement des territoires ruraux en Afrique de l'Ouest et du Centre appelle donc des modalités d'intervention qui permettent de renforcer les institutions de gouvernance locale et de les adapter aux dynamiques rurales (gestion du foncier, décision entre acteurs sur les usages des espaces, sur les investissements collectifs, sur la fiscalité locale, élaboration d'un projet de développement communal à moyen terme, etc.) et qui mobilisent l'ensemble des acteurs politiques, sociaux et économiques.

L'A.F.D. et le P.N.D.P. (Partenariat national pour le développement participatif – Cameroun) ont souhaité creuser cette problématique lors d'un atelier régional qui s'est

tenu à Douala du 15 au 18 avril 2013 et a rassemblé plus de 90 personnes, dont 11 délégations pays (Bénin, Burkina, Cameroun, R.C.A., Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo) sur le thème du développement économique des territoires ruraux dans le souci de :

- Partager les expériences pays et les réalités de terrain ;
- Capitaliser sur les approches et les outils ;
- Dégager des axes structurants pour de futures interventions.

À ce titre, l'IRAM a accompagné la structuration du contenu du séminaire, l'animation des 4 jours de travail et la rédaction des actes.



## Formations

**Institut des régions chaudes (I.R.C.) SupAgro, Master « Marchés Organisations Qualité Services – MOQUAS », Montpellier**

Conception et animation d'un module de formation sur le « Suivi-évaluation de projet de développement local ». Étude de cas sur des évaluations de projets PAFIB (Tchad), F.C.G.B.V. (Tunisie), ESOP (Togo et Bénin).

La problématique de gestion sociale et viable des ressources communes est fortement liée au concept de développement durable et le débat sur le changement climatique a ouvert un nouvel intérêt pour l'environnement après une longue période d'investissements limités dans ce domaine. Rétrospectivement les actions environnementales basées sur une forte responsabilisation des usagers réalisées dans les années 80-90 au Sahel font apparaître un certain nombre d'impacts visibles vingt ans après, tant dans les aménagements que dans les pratiques paysannes. Cependant malgré la résilience des écosystèmes et des sociétés sahéliennes, la pression continue à s'intensifier sur les ressources en lien avec la démographie et les pratiques d'aménagement exclusif des ressources communes demeurent une menace persistante pour la valorisation locale des ressources naturelles. Il y a aujourd'hui un fort enjeu d'articulation entre

gestion locale et gestion par les collectivités locales dont le mandat en matière de G.R.N. est relativement nouveau et qui voient là une source de fiscalité stratégique sans pour autant disposer d'expérience dans ce domaine de la gestion décentralisée et équitable des ressources communes. La réappropriation de la gestion des ressources renouvelables des territoires repose donc sur un chantier qui articule le renforcement des capacités locales de gestion des ressources (organisations d'usagers, associations locales, collectivités) et l'aménagement du cadre juridique reconnaissant les modalités effectives de transfert de responsabilités aux organisations locales. L'IRAM capitalise une expérience particulière dans ce domaine grâce à la mise en œuvre de programmes dans la durée depuis 1994 (Tchad, Sénégal, Mauritanie, Burkina Faso, Niger).

## Projet de développement

**Programme de coopération décentralisée Picardie-Konni-Malbaza-Madaoua.** Niger. 2007-2013. Maîtrise d'ouvrage : 12 communes des régions de Konni, Malbaza et Madaoua (Niger) et Conseil régional de Picardie (France). Financement : Conseil régional de Picardie. Montant global du projet : 5 500 K€. Partenaires : CIEDEL (France), RAIL (Niger).

Le P.K.M.M. dispose d'un volet spécifique « Lutte contre la désertification » qui vise en particulier (i) à renforcer les capacités des élus et des autres parties prenantes pour la planification raisonnée des actions de gestion des ressources

naturelles sur la commune, et (ii) à réaliser des investissements sur des sites prioritaires en réponse à des problématiques environnementales identifiées (récupération des terres dégradées, fixation des dunes, lutte contre l'envahissement des mares par des espèces invasives). La mise en œuvre de ce volet s'est poursuivie au cours de l'année et a permis des investissements en matière de récupération de sites dégradés et de rétablissement de la biodiversité dans les mares qui représentent un potentiel non négligeables de revenus et de sécurité alimentaire via la pêche pour les populations riveraines. L'IRAM appuie techniquement et méthodologiquement ce volet.

## Appui-Conseil – Évaluation

**Finalisation du programme gestion décentralisée des ressources naturelles destinées aux techniciens de l'environnement de l'École nationale de formation et de vulgarisation agricole de Kaédi (E.N.F.V.A.).** Mauritanie. Avril 2013. Financement : G.I.Z. (Allemagne).

Cette étude a été mobilisée dans le cadre des appuis de l'IRAM au Projet Gestion des ressources naturelles (Prog.R.N.) exécuté par la G.I.Z., elle a abouti à l'inscription d'un module gestion décentralisée des ressources naturelles dans la seconde année du programme des techniciens de l'environnement. Elle visait à organiser et mettre en œuvre ce module au titre de l'apprentissage des formateurs, à destination des 12 élèves de seconde année (techniciens de l'environnement) et à construire une stratégie de marketing communication avec l'école de Kaédi pour faire connaître les modules à destination des techniciens de l'environnement, des élus et responsables d'associations.

Quatre sous modules (dynamiques des écosystèmes et changement climatique, technique et mesures de gestion des ressources naturelles, modalités de transfert de responsabilité de gestion des ressources naturelles, exploitation et valorisation durable des ressources naturelles) ont été développés avec les enseignants de l'E.N.F.V.A. La troisième semaine du module a ensuite été mise en œuvre au titre de premier apprentissage par les formateurs de l'école, au profit de la promotion de technicien environnement et techniciens élevage et santé animale seconde année.

**Formation des formateurs à la gestion du module G.D.R.N1 « Initiation au transfert de responsabilités de gestion des ressources naturelles ».** Mauritanie. Sep-

tembre 2013. Financement : G.I.Z. (Allemagne). Partenaire : *ECO Consulting* (Allemagne).

Cette formation organisée à l'E.N.F.V.A. de Kaédi a réuni dix formateurs mobilisés par le programme Formation des acteurs de la décentralisation (programme « bonne gouvernance »). La formation des formateurs a débouché ensuite sur l'organisation d'une première session d'apprentissage en conditions réelles du module. Le module a été organisé au profit de huit élus et responsables d'associations locales de la région du Gorgol.

**Évaluation de 10 ans d'appui de l'A.F.D. et du F.F.E.M. au développement du semis sous couvert végétal en Tunisie.** Tunisie. Mai-juin 2013. Financement : FFEM (France).

La Tunisie a bénéficié depuis 1998 de financements de l'A.F.D. et du F.F.E.M. destinés à lutter contre la dégradation des terres par le développement du semis direct sous couverture végétale permanente. Les interventions visaient les grandes exploitations céréalières en culture pluviale des zones humides au Nord-Ouest et ont également touché certaines zones irriguées. Le processus d'expérimentation/diffusion combinait mise à disposition de semoirs de semis direct, essais et caractérisations scientifiques, observations économiques, ateliers et visites d'échange, formations. Il a ainsi été mis en place un programme de diffusion géré par l'Institut des grandes cultures, un programme scientifique confié à l'École d'agriculture du Kef, et un volet d'appui à l'association pour une agriculture durable regroupant des agriculteurs en semis direct. L'étude consistait en l'évaluation ex-post d'un ensemble d'appuis au développement de cette pratique culturale spécifique qu'est le semis direct.

**Étude de faisabilité du projet « Durabilité et résilience de l'agriculture familiale dans la région des savanes au Togo ».** Togo. Septembre 2013. Financement : F.F.E.M. (France).

La réalisation de l'étude constituait l'aboutissement d'un processus de préparation concertée entamé depuis plusieurs mois par Agronomes et vétérinaires sans frontières (A.V.S.F.) mobilisant des chercheurs, des stagiaires et différents experts au contact des agriculteurs. Trois axes d'objectifs ont été fixés à ce projet : (i) promouvoir les pratiques durables à la parcelle et raisonner la gestion de l'espace, réhabiliter la place des ligneux et développer l'agroforesterie, (ii) réduire la vulnérabilité économique des exploitations (en améliorant l'habitat, l'alimentation et l'état sanitaire des petits élevages, en aménageant et équipant des sites maraîchers, en améliorant les pratiques de culture dans les bas-fonds et en développant le stockage, la transformation et la vente des productions), (iii) produire des références et renforcer les capacités des acteurs de développement, et développer les mécanismes de concertation. L'étude de faisabilité a permis un approfondissement des aspects innovants, ouvrant notamment la voie à diverses collaborations techniques et institutionnelles prometteuses.

### Formations

**Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), Master « Politiques publiques et développement durable », Clermont-Ferrand.**

Organisation et animation d'un module de formation sur « Décentralisation et gestion des ressources naturelles ».





Face aux transformations politiques, socio-économiques et écologiques et aux enjeux de la transition démographique africaine, l'insertion des jeunes connaît un regain d'intérêt auprès des États du Sud et de leurs partenaires. Malgré une urbanisation rapide, l'essentiel de la population africaine sera rurale jusqu'en 2035. Il est donc urgent d'apporter une réponse structurée aux préoccupations et besoins des jeunes ruraux tout en prenant en compte les réalités actuelles de ce milieu et leurs évolutions: pressions foncières accrues, vulnérabilité au changement climatique, difficultés de plusieurs grandes cultures de rente, etc.

L'IRAM, de par son expérience dans le domaine du développement rural dans les pays du Sud, partage cette

préoccupation réaffirmée pour ces thématiques. Notre expérience en matière de formation et d'insertion est ancienne et ancrée dans nos différents domaines d'intervention que sont notamment l'appui aux organisations professionnelles, la mise en place de dispositifs de microfinance, l'appui à différentes catégories d'acteurs dans le développement social et économique de leur territoire, ainsi que, à une autre échelle, l'appui à la définition des politiques sectorielles agricoles ou de sécurité alimentaires. Cette trajectoire nous amène aujourd'hui à renforcer notre implication dans les réflexions en cours sur l'insertion des jeunes, en apportant notamment notre compréhension des systèmes ruraux concernés.



## Capitalisation-Recherche

### Zoom

**Journée d'études IRAM : « L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique. Contraintes et perspectives » – Paris, 27 juin 2013**

L'IRAM organise annuellement des journées d'études. Ces journées ont pour objectif de permettre la réflexion et les échanges sur des thèmes liés aux problématiques du développement, à partir de l'expérience de terrain. L'IRAM assure intégralement la préparation, l'organisation et l'animation de ces journées, qui impliquent des intervenants externes dans différentes disciplines.

La dernière journée d'études de l'IRAM s'est tenue à Paris le 27 juin 2013 sur le thème de « L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique. Contraintes et perspectives ». Cette journée a réuni plus de 120 participants.

L'objectif de cette journée était de réfléchir à partir de la présentation d'études de cas sur la construction de solutions permettant de répondre aux difficultés rencontrées aujourd'hui pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes ruraux, en s'inscrivant dans

l'analyse des évolutions et de l'histoire de la formation agricole rurale.

Il s'agissait aussi de donner la parole, au travers de tables rondes, à différents acteurs impliqués dans la formation professionnelle et l'insertion des jeunes, notamment l'État, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles, les institutions financières, les centres de formations, les organisations internationales, les acteurs de la société civile, etc. et de croiser leurs regards et expériences.

Les présentations, débats et conclusions de cette journée ont donné lieu à un document diffusé en version électronique et imprimée.

L'intégralité des exposés et débats sont disponibles en vidéo sur notre site [www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id\\_actu=71](http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=71)



## Appui-Conseil – Évaluation

**Évaluation du programme Crédit aux jeunes artisans (CRED'ART).** Burkina Faso. Octobre-décembre 2013. Financement : A.D.A. (Burkina Faso), CIF (France). Partenaire : I.C.D.E. (Burkina Faso).

Le programme Crédit aux jeunes artisans (CRED'ART) a été mis en place en mars 2008 par un partenariat tripar-

tite A.D.A. (Appui au développement autonome), Confédération des institutions financières (CIF) et Faïtière des caisses populaires du Burkina Faso (F.C.P.B.) avec l'objectif d'apporter aux jeunes artisans sortant des écoles et centres de formation professionnelle une solution pour démarrer leur activité dans de bonnes conditions et ainsi s'insérer dans le tissu économique burkinabé.

À partir des résultats d'une phase pilote, une phase d'implantation a été mise en œuvre dans 6 caisses à partir de 2011, articulée, dès 2012 autour d'un dispositif composé d'une unité de coordination et d'une « force de vente » dotée de 6 agents commerciaux basés dans les caisses. Sont concernés aussi bien les jeunes issus des écoles de formation professionnelle formelles que ceux provenant de l'apprentissage traditionnel informel. L'évaluation a fait le bilan de la phase d'implantation du programme et à analyser ses modalités opérationnelles et ses résultats pour identifier les axes de renforcement nécessaires. Elle a permis de faire des recommandations sur la stratégie globale en vue de sa pérennisation et dans ce cadre, d'appuyer la formulation de nouvelles orientations stratégiques permettant de définir les objectifs-résultats à atteindre à partir de 2014.

**Étude sur les coûts des Maisons familiales rurales.** Mali, Maroc et Brésil. Septembre 2013 – janvier 2014. Financement : M.F.R. (France).

Cette étude visait à analyser les coûts de la formation dans les Maisons familiales rurales et la manière dont ils se constituent. Les axes retenus pour l'étude ont porté sur le recensement et l'analyse des informations existantes sur ce thème, au sein des M.F.R. et dans les autres structures, des dispositifs... (réseau FAR International, M.A.E., A.F.D...) et sur la production d'une démarche méthodologique et un outillage simples permettant la reproductibilité des mécanismes de calcul afin que chaque mouvement des M.F.R. puisse se saisir de cette approche.

**Formation et insertion des jeunes paysans à Madagascar – Évaluation externe après 12 ans d'action.** Madagascar. Mai-juin 2013. Financement : FERT (France), FIFATA (Ma-

agascar). Partenaires : BEST, BOURBON (Madagascar).

L'action Formation et insertion des jeunes paysans à Madagascar a été initiée en 2002 dans le cadre d'un partenariat associant FERT (Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre), FIFATA (Fikambanana Fampivoarana Ny Tantsaha ou Association pour le progrès des paysans) et le CNEAP (Conseil national de l'enseignement agricole privé). Pour répondre aux besoins en formation initiale agricole des fils et filles d'agriculteurs, un dispositif a progressivement été conçu visant à offrir un service concret de formation des jeunes futur(e)s agriculteurs/trices et de nourrir par le retour d'expérience la réflexion des pouvoirs publics sur la politique de formation agricole et rurale. Mis en place progressivement entre 2001 et 2012, ce dispositif combine la création de 4 collèges en zones rurales dans les régions de Sofia, Menabe, Matsiatra Ambony et Amron'i Mania, la formation de formateurs, l'accompagnement de jeunes formés dans la réalisation de leur projet individuel d'installation et la mise en place en 2012 d'un réseau inter-collèges.

L'évaluation après 12 ans d'action avait pour objet d'alimenter les réflexions portant sur l'évolution stratégique et opérationnelle du dispositif au regard de ses résultats et des effets d'entraînement générés. Les résultats définitifs de l'évaluation ont été présentés en langue malgache fin juin 2013 aux différents partenaires à l'occasion des 10 ans d'existence des premiers collèges de Bezizka (région Menabe) et de Befandriana (région Sofia). Cette présentation a donné lieu à l'animation de tables rondes assurée par les experts de l'IRAM.

**Étude d'identification des filières porteuses pour une plus grande intégration du secteur minier moderne dans le tissu économique provincial au Katanga.** République

démocratique du Congo. Juillet-septembre 2013. Financement : O.I.T.

Le Programme d'activités pour l'emploi des jeunes dans la province de Katanga (P.A.E.J.K.) vise à contribuer à la réduction de la pauvreté au Katanga à travers l'accroissement de l'employabilité des jeunes et la création d'emplois. Il est structuré en 4 composantes: (i) renforcement des capacités entrepreneuriales des jeunes femmes et hommes; (ii) accès accru des jeunes entrepreneurs à la microfinance; (iii) accroissement de l'employabilité des jeunes sortants des établissements de formation professionnelle; (iv) renforcement des capacités provinciales de gouvernance du marché du travail.

L'étude réalisée a permis de mettre en évidence les liens entre les industries extractives et le développement économique local, et de faire des recommandations au P.A.E.J.K. en ce qui concerne, les secteurs prioritaires en matière d'appui à l'entrepreneuriat et les politiques à mettre en place, afin de générer un environnement favorable à la création et au développement de micro, petites et moyennes entreprises locales.

**Capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par les O.N.G.** Monde. Mai 2013-juin 2014. Financement : A.F.D. (France).

Cette capitalisation avait pour objet de contribuer à alimenter les échanges, les débats et la réflexion entre acteurs engagés dans la formation par alternance et l'insertion socio-économique des jeunes. L'enjeu était de contribuer à définir les modes d'intervention des O.N.G. , des associations et des organisations professionnelles dans ce domaine. Trois axes de capitalisations ont été définis : (i) quelles pratiques ont été développées pour réaliser un dia-

gnostic économique, social et institutionnel? (ii) quelles pratiques ont favorisé la pérennité à travers le choix des dispositifs, leurs coûts et leurs modes de financement, le mode de suivi évaluation, le mode d'implication de la diversité des acteurs concernés et des jeunes? (iii) quelles pratiques ont favorisé le changement d'échelle et la contribution des dispositifs aux politiques publiques à travers leur visibilité, le partage d'information et la concertation pluri-acteurs, le dialogue avec les pouvoirs publics, la certification? L'analyse documentaire a été conduite fin 2013 sur des dispositifs mis en œuvre dans différentes zones géographiques (Afrique de l'Ouest et du Centre, Brésil en Amérique latine, Maghreb, Asie du sud Est, Europe). Les études terrain seront réalisées en 2014 dans plusieurs pays. Les résultats de la capitalisation seront présentés lors de la conférence de l'ADEA prévue en septembre 2014 à Abidjan autour des problématiques de la formation et de l'insertion des jeunes.

## Publications

- Bunge, F., Erceau, V., Goldstein, G., Patat, C. *L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique : contraintes et perspectives*. 2013. 43 p. Journée d'études IRAM. Paris, 27 juin 2013. [www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id\\_actu=71](http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=71)
- Coste, J. *Intégrer l'emploi dans les politiques publiques*. In *Grain de sel* n°59-62, décembre 2013, p. 43-44. [www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/59-62-quelles-politiques-pour-les/article/integrer-la-question-de-l-emploi](http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/59-62-quelles-politiques-pour-les/article/integrer-la-question-de-l-emploi)



## État financier. (k€)

## Compte de résultat :

*Portefeuille d'activités*

En 2013, l'activité du groupe associatif IRAM progresse de façon sensible par rapport à 2012, avec un chiffre d'affaires qui dépasse à nouveau les 4 millions d'€. La structure du portefeuille d'activités quant à elle reste identique à celle de 2012. Les missions d'expertise de court terme contribuent encore très fortement à la croissance du chiffre d'affaires (46 % du chiffre d'affaires 2013), et elles servent toujours de variable d'ajustement aux activités des projets pluriannuels mises en œuvre par l'IRAM. Il est à noter qu'en 2013, ces dernières ont cessé de reculer en valeur pour la première fois depuis 2010, et représentent 38 % du chiffre d'affaires 2013.

En 2013, les activités rattachées aux quatre enjeux prioritaires de l'IRAM représentent  $\frac{2}{3}$  du portefeuille d'activités. Leur poids respectif dans le chiffre d'affaires est de 32 % pour l'axe vulnérabilité, 6 % pour l'axe évaluation des politiques publiques, 25 % pour l'axe filières et territoires, et 3 % pour l'axe formation et insertion professionnelle.

L'A.F.D. reste toujours un bailleur majeur de l'IRAM. En 2013, elle finance la moitié des activités de l'IRAM et devance largement tous les autres bailleurs. La croissance des financements A.F.D. dans le portefeuille 2013 se fait au détriment des financements provenant de l'U.E, qui avec 10 % du chiffre d'affaires 2013 divise son poids par deux entre 2012 et 2013. L'A.F.D. finance jusqu'à 65 % des activités de projets pluriannuels mise en œuvre par l'IRAM comme prestataire, et jusqu'à 85 % des projets

formulés. La répartition du chiffre d'affaires entre les autres catégories de bailleurs de fonds reste similaire à celle de 2012, mais une analyse plus détaillée fait état soit de nouveaux partenaires financiers (PAM, O.I.T. par exemple), soit d'un retour d'anciens partenaires (Banque mondiale, BAD par exemple) dans l'exercice 2013.

L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale regroupent toujours près de  $\frac{3}{4}$  des activités de l'IRAM. Il est à noter néanmoins que, si en 2012 ces deux zones géographiques avaient le même poids relatif dans le chiffre d'affaires, en 2013 l'Afrique centrale recule significativement en faveur de l'Afrique de l'Ouest (respectivement 18 % et 53 % du chiffre d'affaires 2013). Ce poids relatif de l'Afrique centrale dans le portefeuille de l'IRAM suit une tendance baissière amorcée il y a maintenant 3 ans. Cette évolution est en grande partie liée au fait que les activités terrains IRAM qui se sont clôturées ces dernières années étaient pour beaucoup menées dans cette zone géographique (au Tchad) et que celles prévues en République Centrafricaine ont malheureusement dû être suspendues du fait de la situation de crise dans le pays.

*Charges et résultat*

En 2013, les postes de charges, tels que les frais de mission et de sous-traitance sont sensiblement plus bas comparés à 2012, du fait d'un nombre important de jours de prestation effectué en France (jours de suivi de projets, de formation, études France). La masse salariale a augmentée de façon significative entre 2012 et 2013

(+ 14 %) et est essentiellement expliquée par l'arrivée de nouveaux salariés expatriés (un assistant technique au Cambodge et un assistant technique en Haïti), une croissance de salariés sur des contrats d'expertise de court terme, les charges des salariés recrutés en cours de l'année 2012 (2 postes de chargé de programmes siège et un poste pour la fonction d'appui « offres de services »).

L'exercice 2013 a été surtout marqué par des dépenses d'investissement stratégiques à hauteur de 81 k€ (développement de la communication à l'IRAM, les chantiers en liens avec les enjeux prioritaires, la formation du personnel), des pertes exceptionnelles de 27,5 k€, et

une inscription d'une provision pour risques et charges à hauteur de 70 k€. Ces éléments grèvent fortement le résultat comptable de l'IRAM, puisque le groupe associatif IRAM clôture l'exercice 2013 sur un résultat net global déficitaire de 119 k€ (respectivement pour l'association IRAM et la SASU de -26 k€ et -93 k€). Ce résultat net ne reflète pas une année positive sur le plan de l'activité opérationnelle. En effet, ce résultat retraité des éléments exceptionnels et d'investissement stratégiques est quant à lui excédentaire de 80 k€, traduisant ainsi une performance économique relativement satisfaisante en regard du contexte économique actuel.

Compte de résultats	2010	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires	4 474	3 395	3 945	4 116
Frais liés aux missions et sous-traitance	- 2 075	- 1 300	- 1 955	- 1 859
Salaires et charges	- 1 848	- 1 787	- 1 663	- 1 894
Frais de structure	- 309	- 295	- 274	- 260
Amortissement	- 35	- 30	- 25	- 23
Résultat financier exceptionnel	- 61	14	0	- 129
Provision				- 70
Intéressement	- 58		- 7	
I.S.			- 1	
Résultat	89	- 3	21	- 119

Les comptes de l'IRAM sont contrôlés chaque année par le cabinet Doucet, Beth et associés, commissaire aux comptes des deux entités (association et SASU).

## Bilan :

La taille du bilan du Groupe associatif de l'IRAM a augmenté entre 2012 et 2013. Avec un total de bilan en 2013 de 4 185 k€ en 2013, cette augmentation est de l'ordre de 1 056 k€ (soit une augmentation d'un tiers). Cette augmentation de la taille du bilan provient essentiellement des postes d'exploitation : client et fournisseurs, et de la disponibilité en fin d'exercice.

Le résultat très déficitaire de 2013 déséquilibre peu la

structure financière de l'IRAM, les capitaux permanents couvrent très largement les immobilisations. Le fonds de roulement net global est stable (autour de 1200 € durant les derniers exercices) et très positif. Il reste aussi très supérieur aux besoins de financement de l'exploitation, traduisant une capacité de l'IRAM à financer en totalité ses investissements et une partie de son cycle d'exploitation.

Bilan	2010	2011	2012	2013
Total actif	3 521	3 910	3 129	4 185
Immobilisations	633	622	609	593
Créances clients	2 481	2 050	2 191	2 816
Disponibilités	407	1 238	329	776
Total passif	3 521	3 910	3 129	4 185
Capital social	434	434	434	434
Réserves	1 324	1 413	1 410	1 391
Provision				70
Résultat net exercice	89	- 3	21	- 119
Projet et fournisseur	1 674	2 066	1 264	2 409



## Les sources de financement des activités de l'IRAM

<b>Institutions publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– ADA – Luxembourg</li> <li>– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) – France</li> <li>– Agence belge de développement (C.T.B.) – Belgique</li> <li>– Agence française de développement (A.F.D.) – France</li> <li>– Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement (Lux Dev) – Luxembourg</li> <li>– Banque africaine de développement (BAD)</li> <li>– Banque interaméricaine de développement (BID)</li> <li>– Bureau international du travail (B.I.T.)</li> <li>– <i>Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung</i> (B.M.Z.) – Allemagne</li> <li>– Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)</li> <li>– Banque mondiale (B.M.)</li> <li>– Club du Sahel – France</li> <li>– Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)</li> <li>– Commission européenne (C.E.) – Direction générale du développement et de la coopération (EuropeAid)</li> <li>– Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)</li> <li>– Conseil général du Val-de-Marne – France</li> <li>– Conseil régional Centre – France</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Conseil régional de Picardie – France</li> <li>– Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur – France</li> <li>– Conseil régional Rhône-Alpes – France</li> <li>– Coopération danoise (Danida) – Danemark</li> <li>– Direction du développement et de la coopération (D.D.C.) – Suisse</li> <li>– Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) – France</li> <li>– Fonds international pour le développement agricole (FIDA)</li> <li>– <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (G.I.Z.) – Allemagne</li> <li>– Ministère des Affaires étrangères (M.A.E.) – France</li> <li>– Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) – France</li> <li>– Ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur – Direction générale du Trésor – France</li> <li>– Organisation internationale de la francophonie (O.I.F.)</li> <li>– Programme alimentaire mondial (PAM)</li> <li>– Société financière internationale (S.F.I.)</li> </ul>
<b>Fondations et entreprises privées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Fondation ALBOAN – Espagne</li> <li>– Fondation Albert II de Monaco – Monaco</li> <li>– Fondation Day Owen – Pays-Bas</li> <li>– Fondation FARM – France</li> <li>– Fondation de France – France</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Fondation Grameen Crédit agricole – France</li> <li>– Fondation internationale du banc d'Arguin (FIBA) – Suisse</li> <li>– Fondation Total – France</li> <li>– Fondation Veolia – France</li> </ul>

**Organisations de la société civile**

- Action contre la faim (A.C.F.) – France
- Agriculteurs français et développement international (A.F.D.I.) – France
- Appui au développement autonome (A.D.A.) – Burkina Faso
- CARE Danemark
- Centre international de développement et de recherche (C.I.D.R.) – France
- Conférence des responsables de la recherche agronomique africains et français (CORAF) – Sénégal
- FERT – France
- Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM) – France
- Frères des Hommes – France
- Maisons familiales rurales (M.F.R.) – France
- Migrations & Développement – France
- *Netherlands Development Organisation* (S.N.V.) – Pays-Bas
- OXFAM Belgique
- Réseau Bilital Maroobé (R.B.M.) – Niger
- *Save the Children* – Grande-Bretagne
- Secours catholique – France
- S.O.S. Faim – Belgique
- Union nationale des producteurs de coton du Burkina (U.N.P.C.B.) – Burkina-Faso
- Vétérinaires sans frontières (V.S.F.) – Belgique

**Budget projet IRAM (€)**

Depuis 2011, l'IRAM a formalisé un budget spécifique dédié à la mise en œuvre du projet associatif : le budget du projet IRAM (B.P.I). Ce budget est doté de ressources interne IRAM (une partie des résultats de l'activité de prestation de services, de co-financement externes, et de contribution de temps de travail des salariés IRAM).

Les activités « éligibles » au B.P.I concernent principalement :

- des activités de promotion ou recherche (travaux de capitalisation; publications à caractère innovant ou représentant un intérêt stratégique fort et dont le financement n'est pas assuré dans le cadre de projets ou de programmes mis en œuvre par l'IRAM);
- des travaux retenus dans les enjeux prioritaires visant à soutenir l'innovation;
- des actions favorisant le partenariat Sud;

Les activités financées répondent aux critères suivants :

- Une codécision des membres du C.A. et salariés IRAM sur les engagements;
- Une action réunissant membres associés et salariés IRAM dans le pilotage;
- Un caractère stratégique de l'action à financer;
- Une dimension innovante de l'action.

En 2013, le B.P.I. a poursuivi le soutien au partenariat avec les organisations du Sud (participation au C.A. du Crédit rural de Guinée, contribution à la certification Flo-CERT pour la Maison guinéenne de l'entrepreneur – M.G.E.). Le B.P.I. a permis de financer le suivi de crise post-conflit militaire au Mali au travers d'une mission d'observation des élections présidentielles, et la contribution à un blog sur la crise au Mali. Mais surtout le

B.P.I 2013 a permis, par le biais de dotation en jours de travail des salariés IRAM correspondant à 70 hommes/jour, de renforcer les investissements dans les travaux liés aux enjeux prioritaires. Cet investissement s'est traduit notamment par la J.E. 2013 sur le thème de l'insertion et la formation professionnelle des jeunes, un stage de 5 mois sur l'axe évaluation des politiques publiques.

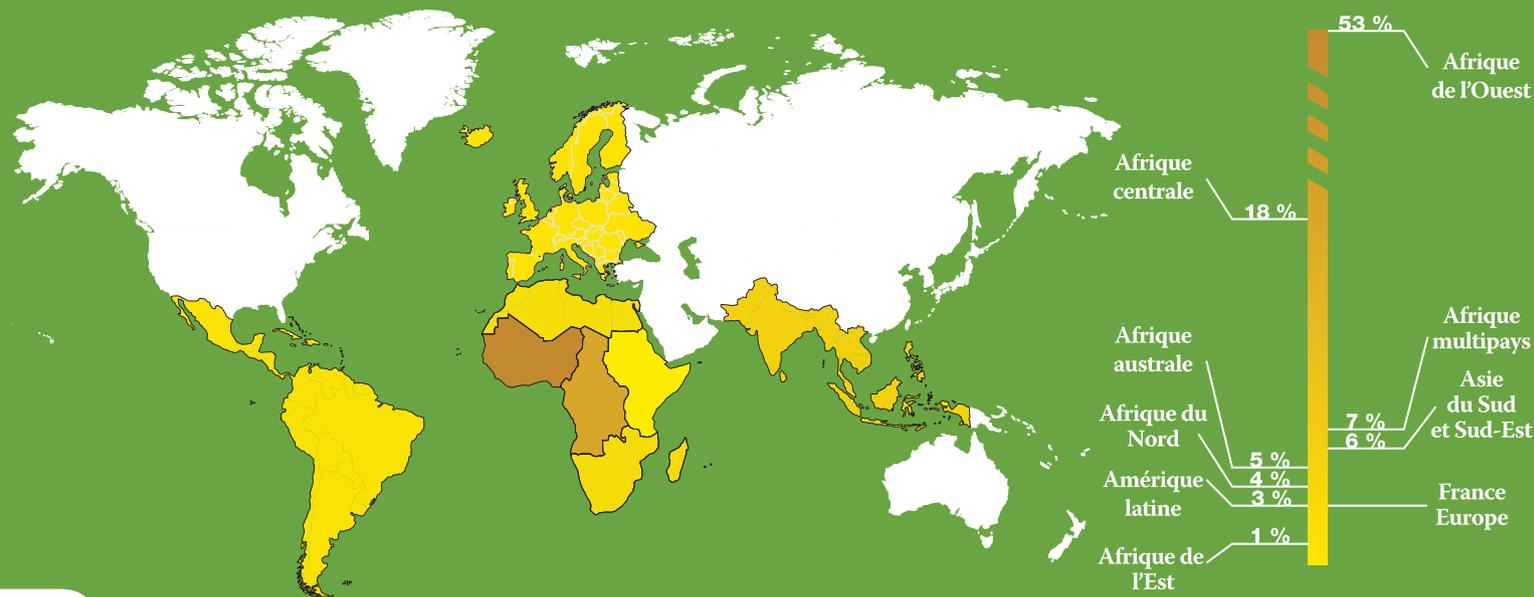
Le solde du budget 2013 est de 30 379 €. Il constitue à ce jour les seules ressources du B.P.I. pour 2014, compte tenu que le B.P.I. n'est pas abondé pour 2014 par le budget du groupe IRAM en raison du déficit enregistré.

Les tableaux suivants présentent le suivi des ressources et emplois du B.P.I depuis sa mise en place :

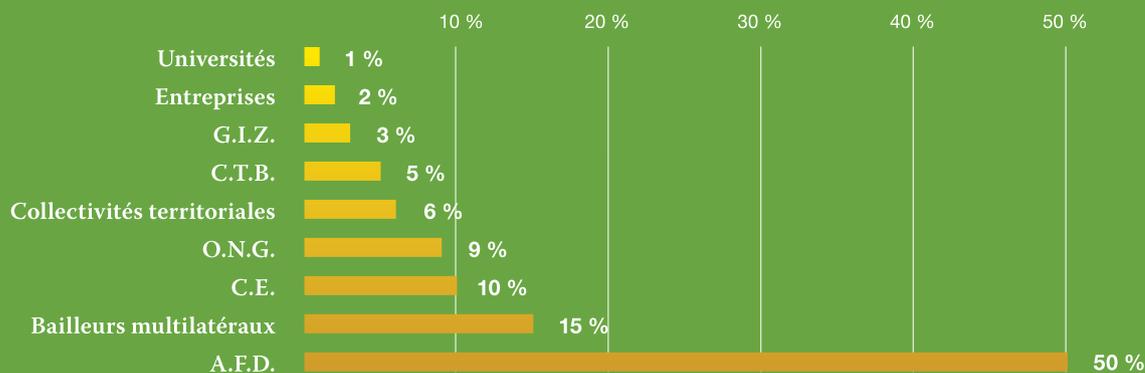
	Ressources	Emplois	Solde
2011 : Dotation sur résultat Groupe Asso 2010	89 100		
<b>Engagements</b>			
Actions décidées et engagées en 2011		20 918	68 182
Temps salariés		7 629	
Frais		13 288	
2012 : Financement externe Étude Guinée	15 482		
<b>Engagements</b>			
Actions décidées et engagées en 2012		50 139	33 526
Temps salariés		16 171	
Frais		33 968	
2013 : Dotation sur résultat Groupe Asso 2012	14 000		
2013 : Dotation sur temps de travail salariés (dédié au B.P.I.) :	26 950		
<b>Engagements</b>			
Actions décidées engagées en 2013		44 096	30 379
Temps salariés		35 860	
Frais		8 237	
<b>Total ressources 2014</b>	<b>30 379</b>		

Activité	Catégorie	Statut	Dépenses affectées au B.P.I.
C.A. du Crédit rural de Guinée Billet d'avion + per diem Participation	Partenariat Sud (asso)	Décidé et engagé	3 987
Stage « Évaluation politiques publiques »	Recherche-développement (SASU)	Décidé et engagé	4 369
Suivi de crise post conflit militaire au Mali Coût de stage site Mali Observation des élections	Recherche-développement (SASU)	Décidé et engagé	7 839
Contribution à la Maison guinéenne de l'entrepreneur (M.G.E.)	Partenariat Sud (asso)	Décidé et engagé	911
Enjeux prioritaires Temps de travail salariés IRAM	Recherche-développement (SASU)	Décidé et engagé	26 991
<b>Total</b>		<b>Décidé et engagé (2013)</b>	<b>44 096</b>

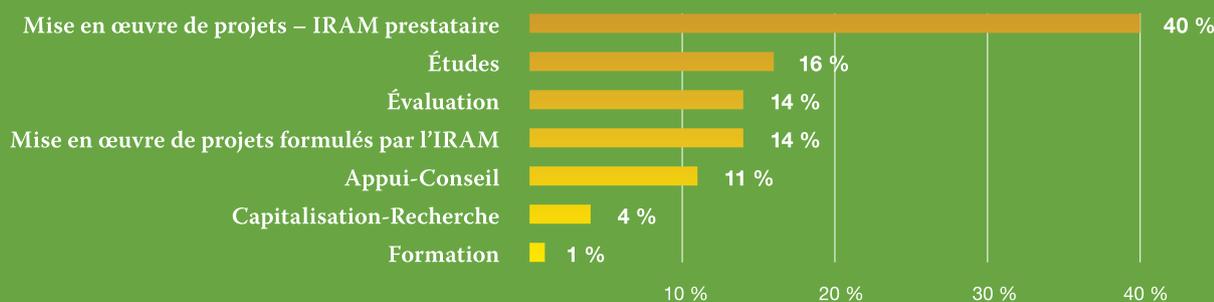
Zones d'intervention (% du chiffre d'affaires)



## Bailleurs de fonds (% du chiffre d'affaires)



## Activités menées (% du chiffre d'affaires)



## Enjeux prioritaires (% du chiffre d'affaires)



Depuis sa création, L'IRAM a développé de nombreuses relations de partenariat tant en France et en Europe que dans les pays du Sud. Ces partenariats permettent de donner plus d'ampleur à la mise en œuvre du projet du groupe, notamment par un élargissement des compétences techniques et une meilleure connaissance du contexte local des interventions. Pour la plupart d'entre eux, ces partenariats s'inscrivent dans la durée.

### Nos partenaires dans l'exécution de prestations de services

L'IRAM formule une grande partie de ses offres de services en association avec d'autres structures (bureaux d'études, O.N.G. professionnelles...) établies en Europe ou dans les pays du Sud. Ces partenariats sont construits autour de complémentarités techniques, thématiques ou géographiques.

En 2013, nos principaux partenaires en la matière sont :

- A.E.D. Consult – Tunisie
- Aide à la décision économique (A.D.E.) – Belgique
- Agriconsulting – Belgique
- Agri Tchad – Tchad
- Agence européenne pour le développement et la santé (AEDES) – Belgique
- A.E.T.S. – France
- Action marketing pour le développement (A.M.D.) – Burkina Faso
- ANTEA – France
- Association des producteurs de coton africains (Aproca) – Afrique
- A.T.C. consultants – Autriche
- Banque tunisienne de solidarité (B.T.S.) – Tunisie
- Bureau d'expertise sociale et de diffusion technique (BEST) – Madagascar
- Bureau d'ingénierie et de contrôle de qualité (BICQ) – Mauritanie
- Bureau Issala – France
- Cap rural – Maroc
- CER – France
- Centre international d'études pour le développement local (CIEDEL) – France
- CIRD – Cambodge
- Comité d'échanges, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne crédit (CERISE) – France
- CONFIFET – Niger
- Coopérative Aviso – France
- COTA – Belgique
- COWI – Danemark
- *Development consulting and engineering group (D.C.E.G.)* – Sénégal
- E Sud – France
- ECO-G – Maroc
- ECO consulting group – Allemagne
- EUREVAL -France
- Euroconsultants – Belgique
- Ecocinetic – France
- ENERCAP – France
- Flaveurs de thé – France
- Fonds pour la promotion des études préalables, des études transversales et des évaluations (F3E) – France
- Froncera – Madagascar
- Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) – France
- Handicap international (H.I.) – France
- France expertise internationale (F.E.I.) – France
- GOPA – Allemagne
- G.F.A. – Allemagne

- I.C.D.E. – Burkina Faso
- I.C.I. – Burkina-Faso
- I&D – France
- INESA – Haïti
- IN VIVO – France
- IPAR -Rwanda
- I.R.C. SupAgro Montpellier – France
- J.V.L. consulting – Belgique
- Karkara – Association nigérienne pour la dynamisation des initiatives locales – Niger
- Laboratoire d’analyse régionale et d’expertise sociale (LARES) – Bénin
- L.R.I. – Madagascar
- Maison guinéenne de l’entrepreneur (M.G.E.) – Guinée
- NIRAS – Danemark
- ODEC – Burkina-Faso
- Pricewaterhouse Coopers – Luxembourg
- REDD – Suisse
- Rudec – Vietnam
- SEE – Luxembourg
- SHER Ingénieurs-conseils– Belgique
- Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) – Canada
- SOLID – Sénégal
- SOMEAH – Madagascar
- South Research – Belgique
- Thalys – Maroc
- Urgence réhabilitation développement (U.R.D.) – France

### Nos partenaires dans la formulation d’initiatives pour le développement

La mise en œuvre du projet associatif de l’IRAM se traduit par diverses initiatives qui, le plus souvent, reposent

sur des partenariats. Ceux-ci portent notamment sur : la formulation ou la mise en œuvre d’actions innovantes sur le terrain ; la réalisation de processus de capitalisation ; la préparation d’actions de plaidoyer ; le renforcement des capacités... En 2013, les partenaires de l’IRAM en la matière sont, au Nord comme au Sud, des organisations de la société civile, des entreprises à finalité sociale (I.M.F. par exemple) ou des organisations professionnelles :

- Agronomes et vétérinaires sans frontières (A.V.S.F.) – France
- Agence nationale du développement des biocarburants (ANADEB) – Mali
- Association malienne d’éveil au développement durable (AMEDD) – Mali
- Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger (AREN) – Niger
- Confédération des institutions financières d’Afrique de l’Ouest
- Comité de coopération avec le Laos (C.C.L.) – Laos
- Centre d’étude et de développement agricole cambodgien (CEDAC) – Cambodge
- Confédération des usagers pour le développement du sud-est (CUDES) – Haïti
- Coordination régionale des organisations du sud-est (CROSE) – Haïti
- CERPA Zou-Collines – Bénin
- Crédit rural de Guinée (C.R.G.) – Guinée
- Fédération des centres de prestations de services de la zone Office du Niger (Faranfasi So) – Mali
- Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (FO.N.G.S-Action paysanne) – Sénégal
- Fédération régionale des agro-pasteurs de la région du Ouaddaï (FRAPO) – Tchad

- Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités (GERES) – France
- GRET – France
- *International institute for environment and development* (IIED) – Grande Bretagne
- INADES Formation- Afrique
- Maisons familiales rurales (M.F.R.) – France
- Medicus Mundi Navarra – Espagne
- Réseau d'appui aux initiatives locales (RAIL) – Niger
- Réseau Bilital Marobé (R.B.M.) – Réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs de l'Afrique – Niger
- Terre nourricière – France

### Nos partenaires dans la participation à des actions de recherche

En articulation étroite avec ses autres activités, l'IRAM participe à des programmes de recherche en partenariat avec des unités de recherche de l'I.R.D., du CIRAD et de différentes universités. En 2013, nos principaux partenaires dans ce domaine sont :

- Aménagement, développement, environnement, santé et sociétés (ADES) – Unité mixte de recherche (U.M.R.) du C.N.R.S, de l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3 et de l'université Victor Segalen-Bordeaux 2
- Centre d'études spatiales de la biosphère (CESBIO) – U.M.R. de l'université Toulouse 3, du C.N.R.S., du CNES et de l'I.R.D.
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) – Département « Environnement et sociétés »
- Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (C3E.D.) – U.M.R. de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et de l'I.R.D.

- Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.)
- Comité d'échanges, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne crédit (CERISE) – France
- Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS) – U.M.R. de l'université Paris 10 et du C.N.R.S.
- Fondation Gabriel Péri – France
- GRET
- Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (GEMDEV)
- *Institute of Development Policy and Management* (I.O.B.) – *University of Antwerp*
- Institut de recherche pour le développement (I.R.D.)
- Institut de national de la recherche agronomique (INRA) – France
- Laboratoire des mécanismes et transferts en géologie (L.M.T.G.) – U.M.R. du C.N.R.S., de l'I.R.D., de l'U.P.S.

### Nos partenaires dans la réalisation d'actions de formation

L'IRAM conçoit et anime des modules de formation pour plusieurs établissements d'enseignement supérieur français :

- Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) – Clermont Ferrand
- Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes – Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM – IAM) – Montpellier
- ENGREF AgroParisTech (École nationale du génie rural des eaux et des forêts) – Paris
- Institut des régions chaudes – Montpellier SupAgro – IRC – Montpellier
- ISTOM – École supérieure d'agro-développement international – Cergy-Pontoise
- Muséum national d'histoire naturelle – Paris

- Université de Lille 1 – Faculté des sciences économiques
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Institut d'étude du développement économique et social (IEDES).
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – U.F.R. de Sciences politiques
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – U.F.R. de Géographie
- Université de Rennes 1 – Faculté des Sciences économiques

### L'IRAM est membre fondateur de :



### L'IRAM est membre de différents réseaux, associations, groupes d'associations



Comité scientifique français de la désertification



### L'IRAM est membre des conseils d'administrations



Crédit rural de Guinée

**Inter-réseaux**  
Développement rural



## L'IRAM participe à différents groupes de travail, commissions ou réseaux

**Groupe de travail national sur les forêts tropicales humides (G.N.F.T.)** : organe consultatif informel créé en 2002 dont le but est de discuter des orientations politiques françaises sur les forêts tropicales.

« **Décentralisation et financement des collectivités locales en Afrique subsaharienne** » : groupe de travail initié par Épargne sans frontières (E.S.F.). Deux principaux sujets sont traités : les manières dont les bourgs et les petites communes urbaines africaines seraient en mesure d'accéder à l'emprunt ; la manière dont la gestion patrimoniale des services publics de proximité, la fiscalité locale et l'aide extérieure déterminent l'installation d'une légitimité double, élective et opérationnelle.

**Groupe « Biodiversité et développement »** : groupe de travail animé par le M.A.E.E., l'A.F.D. et le G.T.D. ainsi que le FFEM rassemblant différents acteurs (associations, O.N.G., centres de recherche, collectivités locales...) intervenant dans le cadre de la coopération au développement sur les problématiques de développement rural et de conservation des ressources naturelles. Un enjeu autour duquel le groupe s'est rassemblé est la conciliation de la sécurité alimentaire avec une gestion durable des ressources naturelles dans les zones arides fortement exposées au changement climatique et au déficit de ressource en eau.

**Commission « Climat et développement » (C.C.D.) de Coordination Sud** : cette commission associe une trentaine d'O.N.G. membres de Coordination Sud et des O.N.G. environnementales, membres du Réseau Action Climat-France (RAC-F). Depuis 2010, la commission s'est investie sur quatre thématiques : le financement, l'adaptation au changement climatique, l'agriculture et les forêts.

**Commission « Agriculture et alimentation » (C2A) de Coordination Sud** : cette commission regroupe les O.N.G. menant des activités de terrain et de plaidoyer pour défendre les paysanneries familiales, en incitant les pouvoirs publics à adopter des règles du jeu visant à réguler les échanges agricoles. La commission publie les « Notes de la C2A », bulletin périodique à vocation pédagogique qui propose des points thématiques et s'adresse aussi bien au grand public qu'aux professionnels du secteur.

**Évaluation et efficacité du développement** : groupe de travail de la S.F.E., qui a pour objectif d'être une plateforme de mutualisation, de capitalisation, de réflexion et de valorisation de l'évaluation dans le renforcement de l'efficacité de l'aide au développement.



**Comité éditorial :** Marie-Jo Demante, Johny Egg, Anne Lhomme

**Crédits photographiques :** Terre nourricière, *Supreme National Economic Council* (SNEC), Bernard Bonnet (IRAM), Jean-Marie Brun (IRAM), Frédéric Bunge (IRAM), François Doligez (IRAM), Laurent Liagre (IRAM), Cécile Patat (IRAM), Olivier Renard (IRAM), Christophe Rigourd (IRAM), Laure Steer (IRAM)

**Mise en pages :** E. Jeudy

**Impression :** juin 2014 (Imprimerie Martin, Persan), sur papier recyclé



**iram**

## Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

[www.iram-fr.org](http://www.iram-fr.org)

IRAM Paris (siège social)

49, rue de la glacière — 75013 Paris

téléphone : + 33 (0)1 44 08 67 67 — télécopie : + 33 (0)1 43 31 66 31

iram@iram-fr.org

IRAM Montpellier

Parc scientifique Agropolis — Bâtiment 3 — 34980 Montferrier-sur-Lez

téléphone : + 33 (0)4 99 23 24 67 — télécopie : + 33 (0)4 99 23 24 68